

A bas la "guerre sainte" de Khomeiny contre la gauche !

Pour l'ayatollah Ruhollah Khomeiny ça a dû apparaître comme un don d'Allah. D'abord, l'impérialisme humilié par le fiasco de Carter — une complète débandade — dans un coin perdu du désert iranien. Puis, seulement quelques jours plus tard, ses propres diplomates pris en otage dans l'ambassade iranienne de Londres furent libérés par les commandos d'action spéciale britanniques. L'ironie de cette unité d'élite de l'impérialisme occidental qui vient au secours du corps diplomatique de la "révolution islamique" n'est pas passée inaperçue dans la presse bourgeoise, pas plus que le contraste entre le professionnalisme militaire de la brigade d'action spéciale et l'incompétence et la lâcheté de l'opération "Blue Light" de l'armée américaine.

Le gouvernement iranien a eu vite fait de noter les "différences" entre la prise d'otages de l'ambassade à Londres et la leur. En fait, la principale différence est que la prise de l'ambassade américaine par le régime des mollahs est un acte de terreur d'Etat, alors que l'ambassade iranienne de Londres a été prise par des terroristes se définissant eux-mêmes comme représentants de la minorité nationale arabe opprimée en Iran. Leurs revendications étaient justes, dirigées contre l'oppression chauvine perse de Khomeiny contre la province arabe du Khouzistan.

De nos jours, les ambassades sont prises par ceux qui, comme Khomeiny, croient que chacun de leurs actes est inspiré par dieu, et qu'ils sont donc au-dessus des "raisons d'Etat"; et de façon plus courante par ceux qui pensent (à juste titre) ne jamais avoir le pouvoir d'Etat. Les marxistes ne s'inclinent pas devant les règles de l'"immunité diplomatique". Mais nous voulons exercer le pouvoir d'Etat pour notre classe et même, si c'est nécessaire, coexister pendant un certain temps avec des pouvoirs d'Etat concurrents. Nous n'avons donc aucune sympathie pour les prises d'ambassades comme moyen politique de terreur. Dans un monde où les prises d'ambassades semblent être devenues une forme déformée d'échange politique entre désespérés, il ne faut pas s'étonner de trouver Khomeiny et Carter en première ligne.

La cible : Moscou

Mais la débâcle colossale de la tentative de sauvetage de Carter (un Entebbe organisé par un Idi Amin) ne peut cacher que cet assaut arrogant de l'impérialisme U.S. contre l'Iran arriéré et semi-



Téhéran, le 4 Mai
Khomeiny et son fils assistent à un rassemblement de mollahs dûment armés

colonial était réellement meurtrier. La réponse des marxistes doit être sans ambiguïté : USA, bas les pattes devant l'Iran ! Sans donner le moindre soupçon de soutien politique au régime réactionnaire islamique du fanatique religieux Khomeiny, nous sommes du côté des mollahs cinglés contre Carter, le fauteur de guerre impérialiste.

Mais les enjeux dans ce conflit militaire sont bien plus importants que cela. L'escapade de Carter — dénoncée à juste titre par l'agence de presse soviétique Tass comme un "acte d'aventurisme sans pré-

révolution tribale féodale soutenue de façon significative par l'impérialisme.

Il est largement reconnu aujourd'hui que Carter pourrait effectivement provoquer une guerre nucléaire avec l'URSS sur la question de l'Iran ou même de l'Afghanistan. Qu'est-ce que la bourgeoisie américaine a dans la tête lorsqu'elle prévoit une telle conflagration totale ? D'abord elle a l'espoir insensé que, comme pendant la crise des missiles à Cuba en 1962, les Soviétiques finiront par reculer à la dernière minute. Deuxièmement, elle mise sur le profond attachement à la paix du peuple soviétique, dû aux énormes pertes causées par la deuxième guerre mondiale. Dans son chauvinisme délirant, elle entretient l'illusion que les peuples non-russes de l'Asie soviétique trahiront l'URSS en faveur de l'Islam.

Les impérialistes européens ont leurs propres intérêts, qui vont à l'encontre des tentatives des USA de rétablir leur rôle dirigeant dans la guerre froide de l'après-guerre ; ce rôle a été affaibli par la ré-émergence des rivalités inter-impérialistes et la perte de l'hégémonie américaine autour de la guerre du Vietnam et de la progression industrielle de l'Allemagne et du Japon, par exemple. Ainsi les "alliés" rechignent devant la "deuxième guerre froide" de Carter, et offrent en général des mesures symboliques, comme le boycott des Jeux Olympiques — et même là ils manquent d'enthousiasme. Pour obtenir au moins un accord symbolique, Carter a dû recourir à une sorte de chantage, "retenez-moi, ou je casse tout". Jouant sur la peur des bourgeoisies eu-

Ils ont tué à Jussieu !

Comme pour ne pas faillir à l'odieuse réputation qu'ils ont depuis des années dans le Quartier latin, les CRS — ces gardiens de l'ordre capitaliste — se sont rués sur Jussieu la semaine dernière, attaquant sans discrimination les étudiants et tout le personnel sur place. La vérité c'est qu'ils ont tué Alain Bégand. Ce meurtre était une mise en garde contre les étudiants de Grenoble, Caen et des autres villes de province qui sont depuis des mois au bord de l'explosion. La réaction des étudiants doit être massive : grève générale nationale dans les universités ! Flics assassins hors des facs ! Levée des in-

culpations ! Report des examens ! Pas de représailles contre les grévistes ! A bas les lois Bonnet/Stoléru et le décret Imbert !

Ce raid des flics, c'était la réponse de l'Etat capitaliste à des mois de lutte contre les expulsions massives d'étudiants étrangers. Avec son gaz lacrymogène sur Jussieu, Barre essaie de provoquer une réaction de racisme en expliquant qu'il ne veut pas que les universités soient des "dépotoirs". Les discours sur la qualité de l'enseignement et les attaques chauvines sur la "surpopulation" sont toujours

Suite page 10

Suite page 9

La fièvre pétitionnaire de la LCR et de l'OCI/LCI

Unité, unité chérie

Vous ne pouvez ouvrir un journal sans remarquer que le monde est secoué par des événements pouvant conduire à un holocauste nucléaire, en particulier à une guerre contre l'Union soviétique provoquée par le cinglé de la Maison Blanche. En France, entre deux tentatives de se dépêtrer des scandales révélés par les fouteurs de *Canard Enchaîné*, Giscard essaie d'apaiser Carter tout en maintenant les contrats de Creusot-Loire avec l'URSS. La classe ouvrière, dont l'attention n'a pu être détournée par la question "Qu'a fait Marchais pendant l'occupation", continue à protester contre l'inflation galopante et le chômage.

C'est dans cette situation que la soi-disant "extrême-gauche" — la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et l'Organisation communiste internationaliste (OCI) — a été saisie d'une fièvre pétitionnaire et unitariste sans précédent. Alors que la LCR soutient la pétition lancée par des sociaux-démocrates et eurocommunistes, "L'appel pour l'union dans les luttes", l'OCI et son satellite, la Ligue communiste internationaliste (LCI), viennent à peine de terminer leur campagne pour signer la "Lettre ouverte à Mitterrand et Marchais" qu'elles lancent une nouvelle pétition pour l'unité du PC et du PS dont on peut gager qu'elle ne sera pas la dernière... Bien que les campagnes de pétition de la LCR centriste de droite et de l'OCI réformiste soient différentes à bien des égards, le résultat immédiat en est le même : renforcer les illusions des travailleurs dans les bureaucraties du PC et du PS en présentant leur unité comme l'unité ouvrière et la condition indispensable de la lutte des travailleurs contre l'offensive bourgeoise, alors qu'ils en sont le principal obstacle.

"Instinctivement, les masses travailleuses sont toujours pour l'unité". Mais, à côté de l'instinct de classe, il y a aussi l'expérience politique. Une dure expérience enseigne aux ouvriers qu'une rupture avec les réformistes est la condition préalable de l'unité réelle, laquelle n'est possible que dans l'action révolutionnaire."

— "Pour la IV^e Internationale", Trotsky, *Œuvres, tome 3*

L'unité réelle de la classe ouvrière n'est pas une question d'arithmétique (PC plus PS égalent unité ouvrière) ; elle est politique. Les travailleurs ressentent le besoin de leur unité — instinctivement, comme l'a dit Trotsky — quand ils ont une lutte concrète à mener : grève, action contre les fascistes, défense des piquets de grève, etc. Ces luttes sont menacées par le sabotage des réformistes traîtres à la classe ouvrière. L'unité ne sera forgée que lorsque les travailleurs se retourneront, dans le processus de ces luttes, contre leurs dirigeants traditionnels et rompront avec eux pour rallier le programme du parti révolutionnaire. Trotsky, qui s'y connaissait en révolutions, a insisté que :

"Notre thèse est que l'unité de la classe ouvrière ne peut être réalisée que sur une base révolutionnaire. Cette base, c'est notre propre programme."

— "Sur les thèses 'l'unité et la jeunesse'", Trotsky, *Œuvres, tome 4*

La fièvre pétitionnaire de la LCR et de l'OCI/LCI prouve que ces organisations ont déserté le champ de bataille de la lutte de classe avant même que la bataille ne soit engagée. Mis à part les gadgets publicitaires qui ornent chaque semaine les couvertures de *Rouge* et d'*Informations Ouvrières*, qu'est-ce qu'une pétition ? C'est une simple déclaration d'opinion qui en tant que telle peut occasionnellement être un com-

plément utile à la lutte pour un but limité et spécifique. Mais une pétition n'est pas une arme ; l'arme de la classe ouvrière c'est son organisation, en particulier les syndicats. La LCR a même essayé d'"amender" "L'appel pour l'union dans les luttes" afin d'y inclure la lutte syndicale et la grève générale ; mais évidemment, elle a été désavouée par les organisateurs de la pétition pour être "en contradiction avec l'esprit de l'appel" (*Le Monde*, 12 mars)

Le délire pétitionnaire de la LCR est la preuve de son pessimisme et de son désespoir historiques sur la possibilité pour les syndicats d'entrer dans des luttes décisives contre les patrons. Les cadres de la LCR n'attendent plus un nouveau 68. A travers les années leurs espérances ont connu des hauts et des bas avec les événements du Chili et du Portugal ; mais le coup final leur fut porté par la défaite de l'union de la gauche. N'ayant jamais été véritablement marxistes, ils sont incapables de comprendre et encore moins d'expliquer à la classe ouvrière pourquoi la "dynamique" au Chili et au Portugal s'est soldée par une défaite. Tels des lemmings désespérés qui se suicident collectivement, ils gravitent maintenant vers la dernière née des "dynamiques" en Iran. La LCR agit comme si elle était prête à jeter l'éponge ; elle a soutenu la réaction religieuse médiévale en Iran et couvre la France de pétitions : ce sont des agissements et des perspectives de militants qui n'ont aucune confiance dans la classe ouvrière comme agent actif et conscient de la révolution socialiste.

Néanmoins, toujours à l'affût de quelque chose de populaire à suivre qui ferait l'économie de la lutte sur son programme formel, la LCR s'est engouffrée derrière "L'appel pour l'union dans les luttes". En fait, Krivine ne cherche pas réellement ainsi à contraindre Marchais et Mitterrand à s'unir ; il est en effet difficilement imaginable qu'entre la direction du PCF qui soutient l'intervention soviétique en Afghanistan et celle du PS qui s'est alignée sur l'impérialisme puisse aujourd'hui se réaliser une quelconque unité. Ce que vise en réalité la direction de la LCR, c'est un bloc avec certains bureaucrates en mal d'eurocommunisme qui voient s'éloigner avec la ligne "dure" pro-Kremlin de Marchais les faveurs de leur bourgeoisie et qui, pour l'occasion, se donnent des airs unitaires et combatifs. L'appel — soutenu évidemment par des sociaux-démocrates notoires, en particulier des dirigeants nationaux de la CGT — sert dans ces conditions de machine de guerre contre la direction stalinienne. Mais bien que l'appel soit une tentative explicite de ressusciter la défunte union de la gauche et que ses initiateurs soient à la droite de Marchais, Krivine lui a donné son soutien enthousiaste, voyant enfin poindre à l'horizon la possibilité d'un bloc avec ces eurocommunistes tant convoités. Mais, après plusieurs mois de bons et loyaux services, la LCR déconforte s'est vue congédier sans ménagement par ses alliés de la veille qui ont fait publiquement savoir ne pas vouloir d'elle le 1er mai à leur rassemblement. Les temps sont désormais maussades pour la LCR : la capitulation ne paie même plus !

L'OCI au service de la démocratie bourgeoise

L'OCI et la LCI n'ont en aucune façon la prétention d'avoir un programme pour la révolution prolétarienne ; leur politique, axée sur le Parlement bourgeois, dirige tous leurs efforts pour instaurer un gouvernement parlementaire PC-PS, présenté sans autres ambages comme "la seule ouverture politique qui respecte la démocratie" (*Informations Ouvrières* n° 930). Elles ne vivent qu'au rythme des sessions parlementaires (Cf. la manifestation devant le Parlement le 30 mai, qui devait être le jour du vote de la loi Berger) et des campagnes électorales. Elles sont déjà mobilisées sur l'horizon 81. Crétinisme électoral oblige, l'OCI, rejointe par la LCI, a été la première à mener campagne, et plus d'un an avant les élections présidentielles, pour le désistement du PC et



Mitterrand, Marchais et Fabre dans l'union de la gauche : l'unité qu'ils regrettent

AFP

du PS au 2^{ème} tour.

Le crétinisme parlementaire des lambertistes sert les intérêts du PS, dont l'existence est fondamentalement liée au Parlement bourgeois. Ainsi, la manifestation devant l'Assemblée proposée par l'OCI et la LCI le 30 mai contre la loi Berger était-elle un appui, une "pression de rue", à l'action parlementaire du PS contre cette même loi. La campagne hystérique pour l'unité est un instrument au profit du PS contre le PCF "diviseur". Quand *Informations Ouvrières* n°939 écrit "Que cessent les attaques des dirigeants du PCF qui prennent pour cible principale les dirigeants du PS !", c'est le cri du cœur de stalino-phobes, défenseurs de la vertu social-démocrate de Mitterrand outragée par "des agents de Moscou". Pour ceux qui auraient encore un doute sur le rôle abject de valet du PS joué par l'OCI et la LCI, il suffit de lire leur dernière lettre-pétition "la direction du PS s'est prononcée pour l'unité. La direction du PCF doit se prononcer pour l'unité !" :

"La délégation du PS a marqué son accord sur l'analyse qui fait de la division la force essentielle du gouvernement, donc la cause essentielle des difficultés accrues des travailleurs et de la population. Elle a rappelé sa position, qui est de refuser de se laisser entraîner sur le terrain de la polémique systématique alimentée tous les jours par les dirigeants du PCF contre le PS. Elle a affirmé la volonté du PS de rester axé sur une position unitaire malgré les circonstances. LA DIRECTION DU PCF N'A PAS ENCORE DONNE DE REPONSE. Prendra-t-elle la responsabilité, alors que la direction du PS se déclare prête à réaliser l'unité PS-PCF, de poursuivre la division ?"

Grand pourfendeur — en paroles — des fronts populaires quand il s'agit des staliniens, l'OCI en "bon" auxiliaire social-démocrate applaudit la "volonté d'unité" du PS qu'elle sait parfaitement signifier l'unité avec la bourgeoisie !

Au contraire des pablistes incompetents, dont la campagne de pétition est une pagaille politique fantasmagorique, l'OCI a précisément trouvé sa place parmi l'aile virulemment anti-communiste de la social-démocratie, comme agent électoral du PS. Elle a recours à de nombreuses jongleries théoriques pour essayer de faire cohabiter ce qui lui reste de trotskysme en paroles avec son réformisme en pratique. Par exemple, pour faire de l'Assemblée nationale le centre de gravité de son activité, la direction lambertiste a transformé le régime giscardien en bonapartisme et décrété que bonapartisme et démocratie parlementaire s'excluent l'un l'autre afin de conclure que "la démocratie parlementaire ne pourra s'établir que dans l'effondrement du régime de la Ve République" et que la démocratie est un "levier pour aider à amener la crise du régime à son point de rupture" (*Bulletin intérieur préparatoire au XXIV^e Congrès*).

Nous avons déjà réfuté dans un précédent numéro du *Bolchévik* cette argumentation social-démocrate : "La direction de l'OCI ne peut pas ignorer les exemples historiques de ce qu'on pourrait appeler la 'contre-révolution démocratique', au cours de laquelle le régime capitaliste se stabilise non sur la base d'un nouveau bonapartisme, mais sur la base du parlementarisme bourgeois, comme par exemple en Allemagne en 1918, en Europe occidentale après la deuxième

suite page 11

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartaciste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:
Jean Lécuyer

IMPRIMERIE: Minoographie
10 rue Juillet 75020 Paris

CORRESPONDANCE: Le Bolchévik
B.P. 421 09 75424 Paris Cédex 09
Téléphone : 208 01 49

ABONNEMENT: 20 F les 6 numéros

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue du comité de rédaction.

Commission paritaire n° 59 267

"Je ne savais pas que les trotskystes défendaient l'URSS"

Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué le 1er mai par la Ligue trotskyste de France à Paris sur la manifestation de la LCR et sur le défilé de la CGT, ainsi qu'à la manifestation de Rouen. Alors que l'entière de l'"extrême-gauche" déplore qu'il n'y ait pas eu de manifestation unitaire pour le 1er mai — il n'y a pas eu moins de cinq cortèges à Paris — nous avons expliqué que cette "division" était au moins en partie le résultat du soutien du PCF à l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour nous, et au moins pour le moment, le fait que le PCF maintienne sa défense de l'intervention de l'Armée rouge est une très bonne chose.

Même l'hystérie belliciste de Carter n'a pas enlevé aux bureaucrates du Kremlin toutes leurs illusions dans la détente. Aujourd'hui Brejnev se comporte comme s'il avait été séduit par le charme discret de la bourgeoisie française et promet de prendre en considération le retrait des troupes d'Afghanistan comme issue possible d'une rencontre au sommet avec Giscard.

Et cela seulement quelques jours après que les impérialistes français aient été congratulés par les Américains pour leur contribution à l'OTAN et leur présence militaire dans l'océan indien. Des jeunes membres du PCF et de l'UEC ont été particulièrement frappés par notre titre sur l'Afghanistan et la réponse habituelle est bien illustrée par cette remarque d'un vieux travailleur : "Je ne savais pas que les trotskystes défendaient l'Union soviétique".

Cette réponse constitue une accusation majeure portée contre les pseudo-trotskystes de l'OCI-LCI, de la LCR et de LO. Par leurs positions soit ambiguës, soit proprement contre-révolutionnaires sur la question russe, les pseudo-trotskystes ont donné un sérieux coup de main aux dirigeants stalinien pour discréditer le trotskysme en général. De plus ils permettent ainsi aux stalinien de justifier leurs assassinats. Tout ouvrier du PCF qui peut croire que les trotskystes ne défendent pas l'Union soviétique contre une attaque impérialiste et une restauration interne

du capitalisme (et on ne peut croire rien d'autre à la lecture d'*Informations Ouvrières*, journal de l'OCI) n'admettra jamais que les crimes des bureaucrates stalinien contre les trotskystes étaient l'expression de l'hostilité des traîtres réformistes contre le marxisme révolutionnaire. Ils ne pourront pas plus être gagnés à la position que la caste bureaucratique soviétique doit être renversée par la révolution politique et remplacée par une réelle démocratie soviétique.

La tâche stratégique du parti d'avant-garde est de scissionner le PCF, de balayer les bureaucrates réformistes et de rallier les travailleurs révolutionnaires au programme trotskyste pour la prise du pouvoir et l'établissement de la dictature du prolétariat. La LTF se fixe la tâche de regrouper les cadres qui construiront le parti révolutionnaire et nous sommes fiers de réaffirmer ce 1er mai l'une des meilleures traditions internationalistes du mouvement ouvrier français : la défense des acquis de la Révolution d'Octobre.

Pour la victoire de l'Armée rouge en Afghanistan!

Premier mai 1980, tout le monde se demande à quelle allure la planète sera entraînée vers la troisième guerre mondiale par les cervelles déphasées des maîtres de Washington — le planteur de cacahuètes Carter et l'anti-communiste fanatique Brzezinski — qui complotent pour rétablir l'impérialisme US dans son ancien rôle de gendarme du monde. Vaincu il y a cinq ans par la révolution vietnamienne, le colosse militaire américain patauge rageusement devant l'Iran, auparavant son laquais servile.

Afghanistan. Giscard, les gaullistes, tous les politiciens bourgeois font la grimace devant la "grossièreté" des Américains, mais accèdent les mêmes mensonges. (Et cela va jusque dans le mouvement ouvrier avec les eurocommunistes, Mitterrand et l'OCI lambertiste.) La vérité, c'est qu'en Afghanistan, les rebelles, dirigés par les mollahs, combattent l'Armée rouge pour préserver l'oppression et la misère dues à un ordre social féodal et tribal, qui veut dire pour les femmes le voile, l'analphabétisme et l'asservissement.

L'Union soviétique est intervenue pour écraser les

en plus irrationnel, c'est cette nécessité de se préserver (celle-là même qui a poussé même un Staline à finalement riposter contre Hitler) qui domine actuellement les dirigeants de l'URSS.

Les hautes sphères du PCF reflètent les contradictions des dirigeants soviétiques et adoptent des politiques qui sont contraires aux intérêts des populations soviétiques et à ceux du prolétariat français — chauvinisme anti-allemand, fronts populaires (alliances avec une partie de la bourgeoisie) comme l'union de la gauche avec leurs corollaires : la "défense nationale" et le soutien à la force de frappe française. Mais les missiles français, aussi, sont braqués sur Moscou!

Ce sont ces questions, entre autres, les fronts populaires et la défense nationale, qui nous séparent des camarades du PCF dont les dirigeants ne cessent d'affirmer qu'on peut trouver de "bons" représentants "anti-monopolistes" de la bourgeoisie qui puissent devenir des alliés du mouvement ouvrier. Mais comment peut-on combattre les patrons et les banquiers avec des généraux ennemis dans ses propres tranchées? Les fronts populaires, que ce soit celui de 36 ou l'union de la gauche, démobilisent les ouvriers militants et, quand ils sont au pouvoir, gardent intacte l'armée bourgeoise, s'appuient sur elle et en font l'instrument qui écrase les luttes des travailleurs. Les leçons des fronts populaires sont cruelles : Clichy en 1936, Barcelone en 1937, Santiago du Chili en 1973, Lisbonne en 1975.

Cependant, quand le PCF se tient du côté des intérêts du prolétariat international comme sur la question de l'Afghanistan, alors est introduite la base pour l'action convergente.

Nous trotskystes, nous disons :

- Salut à l'Armée rouge!
- Etendez les acquis de la Révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!
- A bas la réaction islamique en Afghanistan et en Iran!
- A bas l'OTAN! Pas d'illusion dans la détente!
- Pour un véritable internationalisme prolétarien qui prendra corps dans la renaissance d'une Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution!

Paris, le 1er mai 1980



La LTF à la manifestation du 1er mai à Rouen

Le Bolchevik

Mais la véritable cible de Carter/Brzezinski et du Pentagone qui augmente son budget, c'est Moscou. Août dernier : une ballerine russe et avec elle tous les passagers d'un vol de l'Aeroflot sont retenus pendant plusieurs jours à l'aéroport de New York ; cet automne : la présence de troupes soviétiques à Cuba "provoque" une réaction hystérique et belliqueuse ; décembre : Washington impose à l'Allemagne un accord pour y installer des fusées Pershing braquées sur l'Union soviétique ; aujourd'hui, c'est le boycott des jeux Olympiques, l'arrêt des livraisons de céréales.

Et la détente n'est certainement pas la solution. Brejnev et ses prédécesseurs ont dilapidé les richesses des peuples soviétiques pour maintenir des régimes capitalistes réactionnaires dans le monde entier : celui de Mengistu en Ethiopie, celui de Videla en Argentine, etc... Nasser ne recevait-il pas les missiles les plus sophistiqués, alors qu'ils faisaient cruellement défaut aux Nord-Vietnamiens? Le Parti Toudeh et le PCF accordent leur appui politique au fanatique religieux Khomeiny alors que les Kurdes et les militants de gauche subissent une répression sanglante sans cesse accrue. Les populations soviétiques sont devenues indifférentes devant les stratagèmes diplomatiques au nom de la détente. Pourtant quand il s'agit d'une réelle cause rouge, comme par exemple Cuba, le Vietnam et aujourd'hui l'Afghanistan, la réaction est différente : telle celle des soldats de l'Armée rouge originaires d'Asie centrale qui veulent rester en Afghanistan parce qu'ils savent qu'ils y combattent contre le terrible passé de leurs grands-parents.

Les impérialistes de tout poil répandent les mensonges les plus orduriers sur l'intervention en

mollahs soutenus par la CIA et se défendent contre l'installation à ses portes de la menace impérialiste. L'extension à l'Afghanistan des rapports sociaux qui existent de l'autre côté de la frontière, en Asie centrale soviétique, serait un progrès énorme pour les peuples d'Afghanistan. De plus, les menaces concrètes de l'impérialisme posent directement la question de la défense de l'URSS. Ainsi, avec Trotsky, premier commissaire du peuple à la guerre de l'Etat ouvrier russe, nous affirmons que c'est le devoir de tout militant ouvrier de défendre les acquis de la révolution d'Octobre contre les menaces impérialistes et les tentatives intérieures de restauration du capitalisme.

Nous, trotskystes, comprenons que la bureaucratie au pouvoir en Union soviétique a un caractère contradictoire. D'une part, elle a usurpé le pouvoir politique des masses travailleuses et elle est un obstacle à toute mobilisation révolutionnaire qui pourrait menacer sa position privilégiée ; mais d'un autre côté, cette couche dirigeante repose sur des formes de propriété non capitalistes, prolétariennes (expropriation de la bourgeoisie, économie planifiée, monopole du commerce extérieur) et ne peut abandonner complètement leur défense. Aujourd'hui face à l'impérialisme US en décomposition croissante et de plus

Abonnez-vous!

LE BOLCHEVIK

Nouveau format depuis janvier 80

20 F les 6 numéros, 30 F hors Europe

Pour toute commande :
Le Bolchevik B.P. 421 09
75424 PARIS cédex 09

Chèques à l'ordre du Bolchevik.



Brejnev a acheté la détente avec le sang des Vietnamiens

En juin 1973, quelques mois seulement après la signature des accords de "paix" de Paris sur le Vietnam et le retrait des troupes américaines d'Indochine, le dirigeant soviétique, Leonid Brejnev, se rendait à Washington pour claironner l'avènement d'une nouvelle ère baptisée "détente". Avant de donner l'accolade à Richard Nixon, il déclara que "le quart de siècle de la guerre froide cède maintenant la place à des relations de paix, de respect mutuel et de coopération entre les Etats de l'Est et de l'Ouest". En réponse à cette célébration par Nixon et Brejnev d'"une génération de paix", nous avons écrit un article "U.S./USSR Détente Doomed" ["La détente USA/URSS est vouée à l'échec"] paru dans *Workers Vanguard* n° 24, 6 juillet 1973. Nous posons la question aujourd'hui : qui avait raison, Brejnev ou les trotskystes ?

La détente est donc morte officiellement. Quiconque est bien informé ne croit bien entendu pas que c'est l'intervention soviétique en Afghanistan qui l'a tuée. L'administration Carter se déchaîne depuis pas mal de temps contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. L'hiver dernier elle a agi de connivence avec la Chine lors de l'invasion du Vietnam, allié de l'Union soviétique ; l'été dernier elle décidait de continuer avec les missiles MX (missiles mobiles intercontinentaux), arme stratégique de "première frappe", et cet automne elle a commencé à installer en Europe occidentale une nouvelle génération de missiles nucléaires pointés sur l'URSS. Bien qu'il y ait eu dans la bourgeoisie quelques critiques à propos des préparatifs de guerre frénétiques de Carter au sujet de l'Afghanistan, pour toutes les ailes de l'impérialisme américain, la détente avec les Russes est morte depuis longtemps.

Même le Kremlin doit se rendre compte que quelque chose cloche lorsqu'il apparaissait que le principal artisan de la détente, Henry Kissinger, est à la tête de ceux qui critiquent l'administration Carter d'un point de vue encore plus belliciste. Dans une interview, à laquelle large publicité fut faite, accordée à l'*Economist* de Londres du 3 février 1979, Kissinger dénonçait Carter pour avoir mis au rebut le bombardier B1 et retardé le programme des missiles MX. Henry Kissinger a-t-il changé ses sentiments à propos des Russes, découvrant subitement qu'ils sont... "rouges" ? Ses mémoires publiées récemment, qui couvrent les années 1969-72 (*A la Maison Blanche*), montrent que celui que se veut le Metternich de l'Amérique n'était pas moins anti-soviétique et pas moins militariste au début des années 70 qu'il ne l'est aujourd'hui. Qu'est-ce qui a donc changé ? Qu'est-ce que c'était que la détente ?

La détente était une politique tactique née de la faiblesse, de l'affaiblissement du pouvoir américain dans cette longue guerre perdue du Vietnam. Huit années se sont écoulées depuis que les troupes américaines ont quitté l'Indochine et il est peut-être difficile de se rendre compte exactement du coup terrible que cette guerre a porté à l'ordre impérialiste américain dans son ensemble. Elle a détruit son image de colosse militaire invincible, miné l'hégémonie économique des USA dans le monde capitaliste, contraint à des conditions sans précédents d'inflation et de contrôle des salaires une classe ouvrière qui n'accepte plus l'idéologie de la guerre froide et provoqué une importante vague de radicalisation aux Etats-Unis.

Lorsque Nixon s'est rendu en Europe occidentale juste après son entrée en fonction en 1969, ses alliés des gouvernements européens l'ont exhorté à se retirer du Vietnam dès que possible. La guerre était devenue une plaie purulente pour le système impérialiste dans son ensemble ; les dirigeants européens en subissaient également les retombées. L'impact en était, si c'est possible, encore plus sérieux aux USA. Cette sale guerre coloniale (et sans espoir) a détruit presque tout le soutien moral populaire dont jouissait le militarisme anti-communiste. Kissinger, le criminel de guerre impérialiste, l'homme qui ordonna le bombardement de millions de paysans indochinois sans défense, exprime son affliction devant le fait que :

"Jusqu'à ce jour, la Guerre Froide avait été presque unanimement considérée comme la conséquence de l'intransigeance des Soviétiques : et voilà que cette conviction était remise en question par une minorité qui affirmait bien haut, et parfois avec violence, que les tensions internationales étaient alimentées, à la base, par l'agressivité, le militarisme, et l'impérialisme économique américains".

— A la Maison Blanche

Quelle affreuse injustice !

Les mémoires de Kissinger, ainsi que celles de Nixon, révèlent à quel point la confiance en soi de



Felix Green

La détente, c'était ça

A propos de
A LA MAISON BLANCHE
Henry Kissinger
Fayard
Première partie

L'élite dirigeante américaine a été affectée par cette guerre. La résistance héroïque incroyable des Vietnamiens a fait voler en éclats leur certitude béate que la supériorité technologique était tout, a ébranlé leur confiance dans le patriotisme et la fibre morale de la jeunesse américaine. Les combats contre les Nord-Vietnamiens et le Vietcong ont non seulement transformé les jeunes conscrits en adeptes planants de l'"herbe" mais ont également poussé leurs généraux au désespoir. Kissinger décrit l'état d'esprit amer du Pentagone quand il est entré à la Maison Blanche :

"Le devoir d'utiliser des moyens qu'elles n'approuvaient pas et la nécessité de mener une guerre de moins en moins justifiable les laissaient profondément désespérées".

La défaite impérialiste au Vietnam a été le point déterminant du déclin de la puissance américaine. Dans ce contexte, la détente était une tentative d'obtenir le soutien de la bureaucratie soviétique pour étayer le statu quo général, et en premier lieu pour préserver au moins pour quelque temps le régime fantoche chancelant de Saïgon. Washington offrait en échange certaines concessions économiques et diplomatiques et la promesse de l'arrêt de la course aux armements. C'était la fameuse doctrine de Kissinger du "linkage" :

"Nous jugerions également les intentions des Soviétiques sur leur ouverture en politique extérieure, particulièrement sur leur attitude au Moyen-Orient et au Vietnam. Nous comptons sur leur bonne volonté dans les zones en crise. (...)

"Dans tous mes entretiens avec Dobrynine, j'avais insisté sur le fait qu'une amélioration profonde des relations entre les Américains et les Soviétiques présupposait qu'ils nous aideraient à en terminer avec cette guerre. Dobrynine avait toujours répondu de manière évasive, en prétendant que son gouvernement n'avait qu'une influence extrêmement limitée sur Hanoi. En réponse, les Américains firent traîner toutes les négociations auxquelles était intéressée l'Union soviétique, à savoir les pourparlers sur la limitation des armements stratégiques, le Moyen-Orient et le développement des relations économiques."

Quand le Kremlin a vraiment aidé en 1972 Nixon

et Kissinger à obtenir un "règlement honorable" au Vietnam, la célébration éphémère de la détente y a fait suite. Mais maintenant que l'impérialisme américain croit qu'il a surmonté son "syndrome vietnamien", il a remballé la détente à la manière d'un propriétaire malhonnête qui résilie un bail de location quand le marché devient meilleur. Aussi les accords économiques sont annulés (pas de céréales pour le bétail soviétique). Les accords diplomatiques sont annulés (pas d'athlètes olympiques américains dans Moscou la Rouge). Le Pentagone augmente rapidement ses dépenses en armements pour regagner une supériorité nucléaire en matière d'armes de "première frappe".

La Russie comble son retard

Du point de vue du militarisme impérialiste américain, le plus grand dommage subi au cours de la guerre du Vietnam a été la perte de la supériorité en armements nucléaires stratégiques sur les Soviétiques. Au début des années 60, la suprématie américaine dans ce domaine était écrasante, contrairement à ce que développait, pour entretenir la peur, John F. Kennedy dans sa campagne à propos d'un "missile gap". A l'époque de la crise des missiles de Cuba en 1962, les Etats-Unis possédaient quelques 2.000 armes nucléaires stratégiques alors que les Russes en possédaient peut-être 70 ! Engager une épreuve de force militaire dans une telle position d'extrême faiblesse fut l'une des principales causes du limogeage de Khrouchtchev deux ans plus tard. Le diplomate so-

viétique qui négocia le retrait des missiles de Cuba, Vassili Kouznetsov, déclara à l'envoyé de Kennedy, John McCloy : "Vous, les Américains, ne serez jamais capables de nous refaire ça une

autre fois !" (cité dans *Witness to History 1929-1969* de Charles E. Bohlen).

Le nouveau régime Brejnev-Kossyguine a fortement accéléré le programme des armes stratégiques soviétiques, déterminé à combler le véritable "missile gap". Ils ont réussi précisément parce qu'à ce moment-là la machine de guerre américaine était embourbée dans les marécages vietnamiens. Même si le budget du Pentagone s'est accru de près de 40% en termes réels entre 1965 et 1969, cette somme fabuleuse et même plus a été utilisée à essayer de ramener à coups de bombes le Vietnam à l'Age de pierre. Etant donné un taux d'inflation triplant entre 1965 et 1969 (de 2 à 6% !) et l'impopularité grandissante de la guerre, Johnson et plus tard Nixon n'ont pas osé ajouter de nouveaux grands programmes d'armement nucléaire à un budget militaire atteignant déjà des proportions considérables.

Au plus fort de la guerre, l'assistant au secrétariat des finances, Murry Weidenbaum, se lamentait que "du fait que les sommes du budget militaire allouées à des dépenses autres que le Vietnam ont été comprimées dans les dernières années, un rattrapage considérable est nécessaire" (*Impact of the War in Southeast Asia on the U.S. Economy* [1970], Committee on Foreign Affairs, U.S. Senate). Mais la soi-disant "compression à cause du Vietnam" a continué. Les fonds débloqués pour l'armement stratégique ont été pour l'année fiscale 1972 de 7,2 milliards de dollars contre 8,3 milliards de dollars en 1964, nette diminution compte tenu de l'inflation (*Annual Report* [Fiscal 1981], U.S. Department of Defense). La guerre du Vietnam a signifié pour les travailleurs des Etats-Unis des canons et pas de beurre, pour le Pentagone des canons et pas de missiles.

Si aujourd'hui l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a atteint une égalité approximative avec l'impérialisme américain dans le domaine des armes nucléaires stratégiques (une fort bonne chose du point de vue des révolutionnaires), nous devons nous souvenir que ça s'est fait au prix du sang des Vietnamiens. Pendant sept ans, les travailleurs et paysans révolutionnaires du Vietnam, pays pauvre de quelque 40 millions d'habitants, ont combattu seuls la plus grande puissance militaire du monde. Les USA ont déversé sur l'Indochine un tonnage de bombes supérieur au total atteint par tous les belligérants au cours de la seconde guerre mondiale. Pourtant, à aucun moment l'Union soviétique, prétendu allié de Hanoi, n'a menacé de riposter d'aucune façon, même au niveau diplomatique. Les relations entre Moscou et Washington se sont au contraire améliorées tout au long de la guerre. Les livraisons militaires soviétiques au Vietnam du Nord ne représentaient qu'un faible pourcentage des dépenses du Kremlin pour son propre é-

quipement en armement; elles étaient inférieures à l'arsenal livré à l'Égypte de Nasser.

Le fait que les Soviétiques aient surmonté le "missile gap" a eu et continue à avoir un profond effet de division sur l'alliance impérialiste dressée contre eux. La doctrine stratégique officielle de l'OTAN héritée des années 50 étaient "représailles massives". Si les forces du Pacte de Varsovie étaient victorieuses sur le terrain au cours d'une guerre européenne (et c'était envisagé), les missiles américains anéantiraient simplement la population soviétique. Cette stratégie, d'après les mots de Kissinger, a de plus en plus "perdu toute crédibilité" lorsque les Soviétiques ont acquis la capacité de riposter massivement contre la population américaine. Avec son sens des courants de l'histoire, Charles de Gaulle a été le premier à demander: "Les Américains vont-ils mettre Chicago en péril pour Bonn?" Il pensait que non. Dix ans plus tard, c'est l'élite dirigeante d'Allemagne de l'Ouest qui devait reposer cette même question brûlante.

Les alliés de l'OTAN ont intrigué les uns contre les autres depuis la fin des années 60 pour trouver une issue de secours pour le jour de l'apocalypse. C'est le sujet de toutes les disputes au sein de l'OTAN sur la politique d'armement nucléaire. Il y a quelques années, l'analyse européenne du pire fut clairement présentée par un général d'aviation ouest-allemand à la retraite, Johannes Steinhoff, qui s'opposait à la bombe à neutrons, arme nucléaire tactique, d'un point de vue nationaliste dépassé:

"Je suis pour conserver les armes nucléaires comme outils politiques mais pas pour permettre qu'elles deviennent des armes de combat. (...) Je suis fermement opposé à leur utilisation tactique sur notre sol. Je ne peux pas être pour une guerre nucléaire sur le territoire allemand alors que les superpuissances l'observeront en toute sécurité à distance."

— cité dans "German-American Military Fissures", Alex Vardamis, *Foreign Policy*, printemps 1979

Avec un cynisme typique de la *Realpolitik*, Kissinger attribue à ses alliés européens un plan machiavélique exactement opposé:

"Ils voulaient faire croire à l'Union soviétique que, devant toute attaque de sa part, les Américains utiliseraient leur arsenal nucléaire; mais, si cette menace doit être mise à exécution, ils n'étaient pas prêts à ce que ce soit sur leur territoire. Leur espoir secret, qu'ils n'osèrent jamais formuler, était que la défense de l'Europe serait menée comme un échange nucléaire intercontinental au-dessus de leurs têtes; (...)."

Le parapluie nucléaire américain de plus en plus troué, il était inévitable que les puissances impérialistes européennes cherchent leur propre modus vivendi avec Moscou. Pour Washington, l'"indépendance" tant vantée de la France de de Gaulle était ennuyeuse, mais pas à prendre au sérieux. Si par contre la désaffection nationaliste atteignait l'Allemagne de l'Ouest, qui émerge comme la puissance européenne dominante, cela porterait un coup autrement plus important à l'ordre impérialiste américain.

Washington voit d'un mauvais oeil l'Ostpolitik

Pendant les années 50 et 60, l'Allemagne de l'Ouest a été avec ferveur le plus loyal et le plus violemment anti-soviétique des alliés impérialistes des États-Unis. Au début des années 60, le chancelier Konrad Adenauer grommelait que Kennedy était "mou avec les Russes" parce qu'il négociait avec eux sur les armements nucléaires. En 1969, Washington exerça avec succès un chantage sur les Allemands pour qu'ils n'échangent pas leur excédent en dollars contre de l'or, comme le faisaient les Français, en les menaçant de réduire les troupes américaines stationnées sur le Rhin. Pourtant, dix ans plus tard, le chancelier Helmut Schmidt devait apparaître comme le personnage le plus important du monde impérialiste à résister à l'offensive américaine pour un renouveau de la guerre froide. Un récent numéro de *Business Week* (3 mars) titrait en couverture: "Allemagne: l'alliée qui renâcle — Un géant économique déchiré entre l'Est et l'Ouest". Qu'est-il arrivé?

Kissinger fait remarquer que, seul parmi les puissances impérialistes européennes, l'État ouest-allemand a des "visées nationales non satisfaites". Jusqu'en 1971 la République fédérale a proclamé sa souveraineté sur les citoyens d'Allemagne de l'Est à laquelle elle donnait dédaigneusement le nom de "zone" [soviétique]. Bonn a refusé toute relation diplomatique avec les pays (à l'exception de l'Union soviétique) qui reconnaissaient la République démocratique d'Allemagne (RDA). Cette politique, connue sous le nom de doctrine Hallstein, était une attitude diplomatique de guerre civile. Washington n'a eu aucun scrupule à exploiter la peur soviétique d'un danger de revanche

allemande, feignant à l'occasion d'être un frein pour l'Allemagne de l'Ouest.

Dans les années 50, le chancelier démocrate-chrétien Adenauer a déclaré que la réunification nécessitait "une politique de fermeté" et une étroite alliance avec les États-Unis. Ceci n'exprimait cependant en aucune manière un consensus parmi les politiciens ouest-allemands. Bien au contraire. Dans une tentative de dernière minute en 1952 pour dissuader la République fédérale de rejoindre l'OTAN, Staline proposa une Allemagne neutre, réunifiée et capitaliste. Staline bluffait peut-être mais de toute façon on ne le prit pas au mot. Adenauer repoussa l'offre soviétique comme une manœuvre et fit donc entrer l'Allemagne de l'Ouest dans l'alliance militaire dirigée par les États-Unis.

A la suite de ça, le dirigeant social-démocrate Kurt Schumacher dénonça violemment les démocrates-chrétiens pour avoir rejeté la perspective de l'unité nationale allemande en n'acceptant pas la proposition de Staline. Schumacher n'était pas un pacifiste de gauche ou un ami de l'URSS. Il était farouchement nationaliste et anti-communiste. Rendu sévèrement infirme par les années passées dans les camps de concentration nazis, Schumacher était profondément persuadé que les sociaux-démocrates auraient pu empêcher la victoire des fascistes dans l'Allemagne de Weimar en surenchérissant simplement sur eux en chauvinisme. Le Parti social-démocrate (SPD) dans l'opposition maintint sa position d'une Allemagne réunifiée et neutre jusqu'en 1960 quand la crise de Berlin démontra que ce programme était complètement chimérique.

Le fait que les démocrates-chrétiens étaient davantage prêts à accepter la division de l'Allemagne



Marchais avec Werblan du Parti ouvrier polonais à la "rencontre des PC d'Europe pour la paix et le désarmement" le 29 avril: recherche obstinée de la détente en dépit de tout

qu'implique la guerre froide (et c'est ce que signifiait en pratique la ligne dure d'Adenauer) découlait dans une large mesure d'étroites considérations partisans. L'Allemagne de l'Est (Prusse et Saxe) était en très grande majorité protestante avec un prolétariat traditionnellement socialiste. Les sociaux-démocrates étaient fermement convaincus qu'une réunification ferait d'eux tout naturellement le parti majoritaire. Les démocrates-chrétiens, successeurs du vieux Parti catholique du centre étaient du même avis. Dans un sens, le SPD est apparu comme le seul parti national de l'Allemagne d'après-guerre, et il croyait avoir une réelle audience aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest de l'Elbe. La division du pays qu'a impliquée la guerre froide a tellement déformé la politique ouest-allemande que le parti de la bureaucratie ouvrière se souciait davantage des intérêts nationaux que le principal parti bourgeois.

La construction du mur de Berlin en 1961 a fait éclater comme une bulle de savon la "politique" de fermeté du "Vieux". Au milieu des années 60, une partie de la haute bourgeoisie d'Allemagne de l'Ouest, qui constituait le petit parti libéral et laïque du FDP (Parti démocratique indépendant) a commencé à considérer les sociaux-démocrates comme une agence plus sérieuse et plus efficace que les démocrates-chrétiens atlantistes pour une politique étrangère impérialiste. Le SPD de Willy Brandt est devenu le parti gouvernemental en 1969 dans une coalition avec les démocrates indépendants. La même année, le principal lieutenant de Brandt, l'architecte de l'Ostpolitik, Egon Bahr, au cours d'une interview, projetait l'éventuel retrait des troupes américaines et soviétiques d'Allemagne, la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et la création d'une fédération neutre d'Europe centrale. L'Ostpolitik était vue comme le premier pas vers ce but ultime.

Les traités actuels de l'Ostpolitik — l'accord de "Non-recours à la force" de 1970 entre l'Allemagne de l'Ouest et l'URSS, le traité des quatre puissances sur Berlin de 1971 et le "Traité de base entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est" — ont essentiellement légitimé le *statu quo*. Seul le traité de Berlin comportait plus que de simples formules diplomatiques, et c'est dans ce cas le côté soviétique qui a fait les concessions importantes. Il a

promis de ne pas faire obstacle au transit des occidentaux vers Berlin et d'accorder aux habitants de Berlin-Ouest les mêmes possibilités d'accès à la RDA qu'aux Allemands de l'Ouest. En retour, les puissances impérialistes ont réaffirmé que Berlin-Ouest ne faisait pas partie de l'Allemagne de l'Ouest, chose évidente par un simple coup d'oeil sur une carte.

Mais l'administration Nixon a réagi avec une extrême méfiance à l'Ostpolitik de Brandt. Kissinger-Metternich, dans son bunker souterrain de la Maison Blanche, a compris que ce qui était en jeu était beaucoup plus que la simple normalisation de relations diplomatiques. Kissinger a vu dans la politique des nouveaux dirigeants de Bonn une prise de distance nationaliste vis-à-vis de l'alliance atlantique:

"Il me semblait que la nouvelle Ostpolitik de Brandt, comprise par beaucoup comme une politique de détente progressive, pouvait se transformer, en des mains moins scrupuleuses, en une nouvelle forme de nationalisme allemand classique. De Bismarck à Rapallo, la politique étrangère nationaliste de l'Allemagne s'était appuyée sur une liberté de manœuvres entre l'Est et l'Ouest."

Si Kissinger n'a pas englobé Brandt lui-même parmi les "moins scrupuleux", il n'en a pas écarté d'autres éléments de la direction social-démocrate, dont Bahr:

"Bahr était de gauche, et pourtant je le tenais avant tout pour un nationaliste allemand désireux d'exploiter la position centrale de l'Allemagne pour traiter avec les 2 camps. Il faisait partie de ceux qui ont toujours cru que l'Allemagne ne réaliserait son destin national qu'en sympathisant avec l'Est, ou du moins en évitant de s'en faire un ennemi... Pour lui, l'Amérique était un poids à ajouter au bon moment et de bonne façon dans la balance de l'Allemagne de l'Ouest; mais la priorité était de renouer les liens entre les deux Allemagnes."

Kissinger s'est ici montré fort clairvoyant. La résistance la plus significative parmi les impérialistes occidentaux à la politique de Carter (et de Kissinger) d'une deuxième guerre froide est venue des partisans de l'Ostpolitik de la social-démocratie allemande, le successeur de Brandt, Helmut Schmidt, essayant de tenir une position intermédiaire. En février dernier, le dirigeant de la fraction parlementaire du SPD, Herbert Wehner, a argumenté que "non seulement nous, mais aussi l'autre côté tendons à continuer notre armement par peur et par inquiétude". Parmi ces peurs et inquiétudes, il a énuméré la supériorité technico-militaire occidentale persistante et le belli-

cisme de la Chine. Wehner a conclu par une question rhétorique: "Est-il surprenant que les dirigeants soviétiques réagissent par des mesures militaires qui sont défensives de leur point de vue?" (*Translations on Western Europe*, U.S. Joint Publications Research Service, 8 mars 1979).

Plus récemment, le dirigeant parlementaire du SPD a de nouveau mis le pied dans une fourmière en caractérisant correctement l'intervention soviétique en Afghanistan d'"acte préventif". Ancien dirigeant stalinien allemand, Wehner n'a rejoint les sociaux-démocrates que quelques années après la seconde guerre mondiale. Ses origines et sa ligne actuelle font que les plus paranoïaques à Washington spéculent que le dirigeant du SPD pourrait bien être une taupe du KGB — l'ombre de Kim Philby rôde!

Une explication courante de l'actuelle politique étrangère du SPD est que l'Europe de l'Ouest, particulièrement l'Allemagne de l'Ouest, a plus bénéficié de la détente que les États-Unis. Laissant de côté le domaine des accords économiques, cette façon de considérer les choses présume que toutes les parties avaient le même intérêt à améliorer leurs relations avec Moscou au début des années 70. Mais ce n'était pas le cas. Les États-Unis et l'Europe de l'Ouest étaient en quête de deux versions différentes de la détente. Pour l'impérialisme américain, la détente était essentiellement un répit pour se remettre de la dé-

Suite page 11

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

Pour prendre contact:

Paris Le Bolchévik
B.P. 421 09
75424 Paris Cédex 09
Téléphone: 208 01 49

Rouen Michel Langbour
56 rue du maréchal Galliéni
76500 Elbeuf
Téléphone: (35) 77 08 13

Le soleil ne brille jamais p

"Le conflit en Afghanistan est pratiquement la première véritable guerre où l'oppression des femmes a été la question sociale centrale". Ainsi débutait un tract que nous avons diffusé à Paris et à Rouen à l'occasion de la Journée internationale des femmes le 8 mars dernier. Aussi notre intervention ce jour-là a-t-elle été centrée sur notre opposition résolue à la réaction islamique et notre soutien à l'Armée rouge en Afghanistan qui y représente aujourd'hui le progrès social.

Nous avons été les seuls. Tous ceux qui crient bien fort qu'ils luttent contre l'oppression des femmes font la preuve de leur faillite dans des tests comme celui-ci, où cette question est véritablement pour les femmes une question de vie ou de mort, de savoir si elles vont vivre comme du bétail ou comme des êtres humains.

Le cortège féministe à Paris a donné une preuve éclatante de ce à quoi pouvait mener une politique de lutte des sexes et de collaboration de classe. Au lieu

Tout d'abord, je dois vous dire que tout ce dont je vais parler est basé sur ce qu'était l'Afghanistan il y a vingt-cinq ans. J'y ai vécu de 1941 à 1944. J'étais mariée à un Afghan qui avait fait ses études en Amérique pendant huit ans et était diplômé d'un doctorat en biochimie. Personne n'utilisa jamais ses connaissances en biochimie, on fit de lui le directeur d'une école de formation d'enseignants, ce qui était tout à fait typique. (...) Les universités venaient juste d'apparaître lorsque nous sommes arrivés, elles n'étaient ouvertes que depuis trois ans, ne possédaient aucun bâtiment propre et étaient dispersées par-ci, par-là. J'enseignais dans une école de filles qu'on appelait "hôpital" à l'époque en guise de couverture pour empêcher les mollahs de protester.

Les lois religieuses étaient appliquées par les autorités civiles. Il n'existait pas de constitution, simplement les caprices du roi ou plus exactement du premier ministre qui avait tout d'un dictateur. Même après que la monarchie ait été renversée, et que le cousin du roi soit devenu premier ministre, j'ai appris par ma famille qui est retournée là-bas en visite — je n'y suis jamais retournée — que l'oppression a même été par la suite encore plus grande que sous la

PHYLLIS ANWAR

monarchie, si vous pouvez imaginer une telle chose. J'ai du mal à imaginer ça. Ainsi les femmes — s'il en est ainsi pour les hommes, ce ne peut qu'être pire pour les femmes. Je ne vais pas essayer de prendre leurs souffrances dans l'ordre car il est plutôt difficile de dire quel type de souffrance est le pire. Je suppose que la souffrance la plus patente était le voile. Le voile en Afghanistan n'est pas cette simple pièce d'étoffe qu'on place sur la tête et qu'on maintient avec les dents ou les mains comme en Iran. La première fois que je l'ai vu, c'était à Jalalabad après une journée de voyage dans un camion défoncé sur les côtés qui faisait office d'autobus. (...) Nous avons passé la nuit à la Maison de Thé et le matin un autobus est arrivé de l'autre direction et mon beau-frère est venu à notre rencontre, il avait un paquet pour moi. Je ne pouvais pas en croire mes yeux. Il a expliqué que c'était un voile et que je devais le revêtir. J'étais jeune et idiote et je l'aurais fait. Mais mon mari en savait plus long que moi et il a tenu bon — il avait tenu bon auparavant que je ne devais pas entrer en Afghanistan sur son passeport mais obtenir un visa sur mon propre passeport. Nous sommes restés pendant dix jours à la légation de Bombay jusqu'à ce qu'ils en aient ras le bol de nous nourrir et me donnent un visa. J'ai déplié cette chose et c'était suffisamment long pour m'envelopper de la tête aux pieds. Le haut était une coiffe très joliment brodée à laquelle était fixée une pièce de tissu. (...) Ainsi tout était calfeutré. C'est de là que vient le mot de la SL "le soleil ne brille jamais pour les femmes afghanes". Dans un climat qui serait absolument superbe pour un sanatorium. Bien meilleur que la Suisse. L'air y est si pur que la nuit lorsque la lune luit vous pouvez vraiment voir les couleurs. C'est un climat absolument fabuleux. Et il y a un haut niveau de tuberculose, spécialement parmi les femmes. (...)

Mon mari refusa de me laisser le porter. Il a dit

de combattre pour la libération des femmes afghanes de leur esclavage en luttant contre le féodalisme islamique, elles ont choisi d'afficher l'anti-communisme le plus virulent en défilant sous des mots d'ordre comme : "Sous Brejnev, l'URSS ; sous l'URSS, l'Afghan ; sous l'Afghan, l'Afghane".

C'est bien là la logique du "mouvement autonome" tant affectonné par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui, pourtant, était étrangement absente ce jour-là. Il est vrai que ces temps derniers la LCR avait été davantage préoccupée d'aider à porter Khomeiny au pouvoir en Iran. Encore aujourd'hui, elle s'évertue à défendre la "révolution iranienne". Lors du rassemblement des Jeunesses communistes révolutionnaires à Versailles, les oratrices du forum femmes s'indignaient que leurs copines algériennes ne puissent pas sortir seules le soir, mais "excusaient" le tchador comme "symbole de révolte" !

Dès le début, nous nous sommes opposés à Khomeiny en disant "A bas le chah ! A bas les mollahs !" alors que la LCR et l'Organisation communiste inter-

que nous tenterions notre chance et que je ne porterais pas le voile. Le résultat de tout ça fut que le premier ministre convoqua mon mari à son bureau et lui demanda pourquoi il ne me faisait pas porter le voile, et mon mari expliqua : elle est citoyenne américaine et je ne peux rien lui imposer. Le premier ministre répondit "d'accord, mais aucun Afghan ne peut traverser le bazaar avec une étrangère à ses côtés. Dorénavant, lorsque vous traversez le bazaar ensemble, elle doit marcher à cent pas derrière vous". (...)

Ce voile est porté par les petites filles à l'école lorsqu'elles ont huit ans. Les élèves du troisième degré auxquelles j'enseignais arrivaient à l'école avec le voile — en noir car les uniformes scolaires étaient noirs, donc le voile aussi. Ça aurait pu être pire. Le jour où je suis arrivée à Kaboul, il y avait une mani-



festation des mollahs du pays devant le palais. Ils s'étaient rassemblés pour protester contre le port par les femmes riches de tchadoris en soie qui les découvraient en partie quand le vent soufflait. Et puis, leurs chevilles étaient découvertes et les hommes qui traînaient dans le coin pouvaient voir si elles étaient jeunes ou vieilles, riches ou pauvres. Les mollahs voulaient que les femmes portent ces larges pantalons — genre pantalons bouffants, larges peut-être de trois mètres de tissu, froncés et resserrés par un lien, et que leurs pieds soient enfermés dedans comme dans des pyjamas d'enfant, et qu'elles portent des sabots de bois pour se protéger du gravier. De cette façon les hommes ne seraient pas surexcités par la vision des chevilles des femmes dans une telle occasion.

Une autre épreuve pénible que les femmes ont à traverser a trait aux affaires de mariage. Elles sont plus ou moins achetées. En fait un prix de l'épouse va de pair avec le mariage. Un homme peut divorcer de sa femme par le simple fait d'écrire trois fois : "Par le présent acte je divorce". J'ai en fait divorcé de cette façon pour sortir d'Afghanistan. Tant que j'étais mariée je ne pouvais pas obtenir de visa de sortie. Je n'étais jamais autorisée à sortir de la ville de Kaboul. Mon mari pouvait sortir régulière-



Salut à l'Armée en Afghanistan A bas la réaction

ment, j'étais gardée en otage quand on l'envoyait en Inde pour acheter des livres.

Quand une femme veut divorcer, elle peut aussi le faire. Mais il y a un hic et cela se passe généralement de cette façon. Le mari reçoit de l'argent quand ils se marient et l'arrangement est que si l'homme divorce de sa femme, celle-ci récupère cet argent. Bien sûr, ils sont tous fauchés. C'est un pays très pauvre. (...) Un homme qui reçoit cet argent a vite fait de le dépenser et si il décide ensuite qu'il veut divorcer il est en difficulté car il ne peut pas rendre l'argent. Le truc est donc de lui rendre la vie si impossible qu'elle veuille obtenir un divorce et de lui dire ensuite : "Bon, si tu abandonnes cette dot je t'accorderai le divorce". Sur quoi elle retourne dans sa famille et est, bien sûr, une déclassée dans la société — personne ne veut réellement d'elle. Un frère va devoir la recueillir et elle devient une sorte d'esclave de la maisonnée à moins qu'un homme "séné", quand il a usé une femme et veut en prendre une seconde, ne décide qu'il préfère avoir une femme d'expérience et épouse une veuve au lieu d'une gamine de 14 ans. Vous devez penser que tout ceci a dû s'améliorer car après tout c'était il y a trente-cinq ans. Il y a trois semaines, j'ai lu dans le *Times* l'interview par un journaliste du *New York Times* d'un docteur [exerçant] auprès des tribus. Je ne sais pas quel type de docteur il peut y avoir auprès des tribus, mais quoi qu'il en soit c'est un docteur. Il expliquait qu'il avait été impliqué dans des rivalités de clan dans sa propre région. Car il y a beaucoup de rivalités de clan entre les tribus — un peu comme dans les montagnes du Kentucky. Il a quitté la région pour être en lieu sûr. Il était donc dans une nouvelle région, sans relation particulière avec une quelconque tribu, ce qui a fait

pour les femmes afghanes



Armée rouge Afghanistan! Réaction islamique!

de lui un médiateur. Un membre d'une tribu ayant été assassiné, sa tribu était prête à tuer quelqu'un d'autre en représailles. Le docteur a suggéré qu'ils viennent négocier cette affaire. Ils ont accepté et ont finalement décidé de ne tuer personne mais de prendre ce que l'autre famille offrait. C'était de l'argent, deux chèvres et deux petites filles. Dans son livre, Khomeiny explique que le plus grand honneur pour une fille est d'avoir ses premières menstruations dans la maison de son mari. Cela donne une assurance de sa virginité, je suppose.

Quand j'étais là-bas, j'avais beaucoup de parentes qui me parlaient de la vie des femmes en Afghanistan. Quelle chance j'avais de ne pas avoir à porter le voile. Quelle chance j'avais de pouvoir lire. Quelle chance j'avais de voir. Quelle chance j'avais. L'une d'entre elles m'a dit une fois qu'elle se moquait de qui entrerait [dans le pays]. Tout serait bon pour se débarrasser d'une telle existence. J'ai parlé avec elle de ça il y a quelques jours. Elle a changé d'avis parce que les Russes ont pénétré en Afghanistan et elle explique qu'il y a violence. Elle voit les tanks, elle voit les coups de feu et dit que c'est de la violence, elle ne réalise pas que chaque jour de sa vie n'a été que violence. Violence sous sa forme la plus dégradante. Le type de violence qui a pris place — c'est regrettable qu'il y ait des coups de feu — mais c'est des coups de feu et non la destruction d'une personne. Et ce qui arrive aux femmes en Afghanistan, c'est la destruction d'une personne. La destruction complète qui fait qu'il m'a fallu trois ans pour que je puisse convaincre une gamine de 13 ans arrivant d'Afghanistan d'essayer d'apprendre à lire. Les femmes ne lisent pas. Elle était intelligente, était absolument compétente dans tout ce qu'elle entrepre-

nationaliste (OCI) le portaient aux nues. Aujourd'hui en Iran, les femmes sont voilées de force. Les femmes adultères sont lapidées. Dans les quartiers réservés, les mollahs veillent pour "marier" les prostituées et leurs clients tous les quarts d'heure et prélever ainsi le denier du culte. Soutenir la "révolution iranienne" ou lutter pour la libération des femmes — il fallait choisir. Nous avons fait notre choix, ils ont fait le leur.

Sur l'Afghanistan, une fois de plus, ces pseudo-trotskystes sacrifient allègrement les femmes à leurs appétits opportunistes. L'OCI/LCI, viscéralement stalinophobes, se retrouvent du côté des mollahs réactionnaires contre l'Armée rouge; quant à la ICR, elle "condamne sans réserves" l'intervention soviétique, ce qui reviendrait à laisser gagner les mollahs!

Lutter contre l'oppression des femmes, aujourd'hui, c'est être pour la victoire de l'Armée rouge en Afghanistan. C'est pourquoi la tendance spartaciste, partout dans le monde, a fait de cette question le centre de son intervention autour de la Journée in-

te nationale des femmes. Mais elle n'allait pas apprendre à lire car les femmes n'apprennent pas à lire. Le lendemain du jour où mon beau-frère m'a apporté ce voile à Jalalabad, nous sommes montés jusqu'au sommet de la passe, là où en redescendant vous entrez à Kaboul, et j'y ai vu ce qui a été pour moi pendant ces trente-cinq années un symbole de l'Afghanistan. Nous contournions la crête au sommet de la montagne, prêts à redescendre, et à cet endroit une vache était couchée près de la route, tout son estomac déchiqueté, et deux vautours près d'elle en train de la dévorer. Ils avaient l'air aussi grands que moi. Ils étaient tout simplement gigantesques et c'était si horrible à voir que ça a été pour moi depuis lors le symbole de ce qu'est la vie en Afghanistan. ■



La question de la libération des femmes dans des pays comme l'Iran et l'Afghanistan se heurte à des préjugés et des peurs si profonds que même les réformes de façade les plus bénignes peuvent provoquer une riposte meurtrière des bastions de l'arriération et de la superstition. Le mois dernier, le 9 février, j'ai lu un article du *New York Times* qui commençait ainsi :

"Les tentatives de réforme agraire sapent leurs chefs de village. Les portraits de Lénine menacent leurs dirigeants religieux. Mais c'est l'octroi de droits nouveaux aux femmes par le gouvernement révolutionnaire de Kaboul qui a poussé les hommes musulmans orthodoxes des villages de l'est de l'Afghanistan à prendre les armes."

C'est probablement le premier exemple dans l'histoire moderne d'une guerre où c'est spécifiquement la question de la libération des femmes qui a mis le feu aux poudres.

Nous, dans la SL, nous sommes déterminés à lutter pour la libération des femmes dans le monde entier, et nous voulons montrer ce soir que la lutte pour les besoins les plus élémentaires des femmes en Orient — je pense à l'alphabétisation, l'enseignement, la contraccep-

tion, la fin des mariages forcés, l'émancipation vis-à-vis de la pauvreté écrasante, de l'asservissement légal et du voile — que la lutte pour les besoins les plus élémentaires de ces femmes est une attaque contre les fondements mêmes de la société capitaliste dans ces régions et pose de façon immédiate la question de la révolution socialiste.

En France, nous avons marqué cette journée par un tract diffusé massivement à Paris et à Rouen; nous étions présents au défilé féministe et au rassemblement organisé par l'Union des femmes françaises avec notre journal qui titrait: Salut à l'Armée rouge! A Rouen, nos camarades ont défilé sous le mot d'ordre: "Afghanistan: Salut à l'Armée rouge! A bas la réaction islamique!"

Aux Etats-Unis, nos camarades de la Spartacist League ont organisé à l'occasion du 8 mars une tournée de meetings sur les femmes en Orient, donnés par Phyllis Anwar et Dale Reissner. Mariée à un Afghan, Phyllis Anwar avait passé quatre ans en Afghanistan avec son mari; elle y avait été à son arrivée la première femme à refuser de porter le voile. Dale Reissner est rédactrice en chef de *Women and Revolution*, le journal de la commission femmes de la SL/US. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de leurs présentations lors du meeting qui s'est tenu à Harvard le 8 mars.

Je veux commencer la discussion de ce soir sur la situation actuelle des femmes en Orient par une référence non pas à l'une des pseudo-révolutions islamiques qui se sont déroulées mais par une référence à une révolution vieille de 200 ans, non pas dans un pays islamique mais en France. La Révolution française et les autres révolutions bourgeoises qui lui ont fait suite ont incarné les grands idéaux progressistes de la démocratie bourgeoise — égalité devant la loi, séparation de l'Eglise et de l'Etat, liberté d'expression, liberté de presse et de culte — nombre de choses qui sont contenues dans le Bill of Rights et qui, dans la mesure où elles ont été réalisées dans les pays où ont eu lieu des révolutions bourgeoises, ont représenté des acquis extrêmement importants pour les femmes. J'ai voulu placer ceci au début pour deux raisons. L'une, parce qu'il est

très important de réaliser que globalement la question de la libération des femmes signifie quelque chose de très différent en Occident par rapport à ce que cela signifie en Orient, dans des pays comme l'Afghanistan et l'Iran où ces révolutions bourgeoises n'ont jamais eu lieu. Lorsque les bolchéviks, peu après leur venue au pouvoir en 1917, ont entrepris l'énorme tâche d'essayer de libérer les femmes de l'Asie centrale soviétique, ils ont parlé de martyrs tombés au front de la libération des femmes. Ils ne parlaient pas de groupes de conscience. Ils parlaient des milliers de femmes égorgées par leurs maris, leurs pères, leurs frères pour avoir osé découvrir leurs visages.

D.L. REISSNER

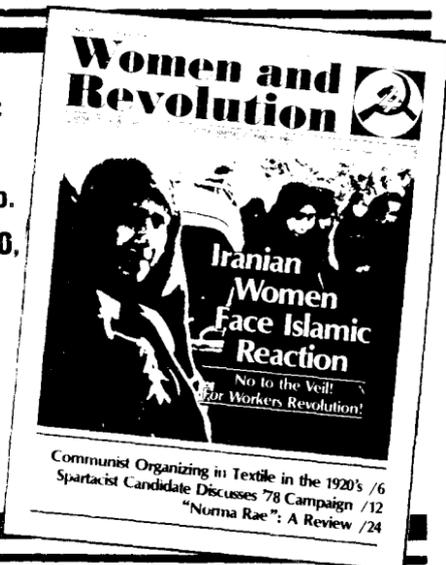
Une partie de la raison pour laquelle il est nécessaire d'insister sur ce point est de saisir ce que je pense être une approche féministe prédominante, ahistorique, de l'oppression des femmes qui tend à croire que tout simplement les hommes oppriment les femmes. C'est tout. Qu'ils l'ont toujours fait et le feront toujours. Que les hommes oppriment les femmes. Il y a un axe historique dans ceci et qui n'est pas de dire que les femmes ne sont pas opprimées également dans la société occidentale, parce que nous le sommes certainement, mais que la différence entre les conditions dans une démocratie bourgeoise et dans une société féodale et pré-féodale est une différence qualitative. C'est une raison; l'autre raison pour laquelle je voulais avancer ceci au début est que particulièrement depuis que ces crises ont eu lieu en Iran l'année dernière et en Afghanistan j'ai trouvé une certaine ironie dans le fait que la Spartacist League, qui se donne pour tâche le renversement de l'ordre social bourgeois, s'est trouvée dans la situation de défendre constamment les acquis de la révolution bourgeoise (...). Nous qui nous efforçons d'être l'avant-garde de la classe ouvrière aujourd'hui, nous avons été placés dans la si-

tuation ridicule d'avoir à défendre Voltaire et les idéaux de la Révolution française contre le libéralisme dégénéré qui trouve son expression courante dans la croisade antisoviétique de Carter. Ce qui est réellement tragique, c'est que nous devons défendre les acquis d'une révolution vieille de 200 ans et non seulement contre des idéologues bourgeois aguerris comme Carter qui vont passer n'importe quel accord avec n'importe quelle canaille, du maréchal Ky à Pinochet en passant par le général Zia et l'ayatollah Khomeiny, qui pourra aider à "endiquer" le communisme; à "refouler" le communisme. Mais nous devons aussi polémiquer là-dessus contre les pseudo-gauchistes de tout acabit qui ont argumenté qu'au moins Khomeiny est un "progressiste". Ou que nous n'avons pas le droit d'imposer notre culture à un pays du tiers-monde alors que, comme la camarade Phyllis le faisait remarquer, les femmes dans cette culture — les femmes qui souffrent, les femmes qui meurent dans leurs costumes folkloriques "tiers-mondistes" — ont prié pour que quelqu'un vienne de n'importe où pour s'immiscer dans leur culture et les libérer. Depuis un an et demi, la Spartacist League a dû se battre contre les pseudo-gauchistes sur des questions comme l'égalité devant la loi, la séparation de l'Église et de l'État et l'égalité des sexes car ces pseudo-gauchistes cherchaient les moyens de capituler devant Khomeiny. C'est gênant, la nécessité d'avoir à débattre sérieusement à l'intérieur du mouvement marxiste si oui ou non un programme réactionnaire clérical peut être soutenu.

Commande:

**Spartacist
Publishing Co.
Box 1377 GPO,
New York,
N.Y. 10001,
USA**

Prix: 3F.



Cette nécessité gênante est la conséquence du point culminant qu'a atteint le désespoir de la Nouvelle Gauche qui ne croit pas à la possibilité réelle d'une révolution prolétarienne. Parce qu'une fois abandonné ce principe fondamental du marxisme — la possibilité d'une révolution prolétarienne — tout est vu ensuite comme progressiste, parce qu'au moins un changement se fera, au moins quelque chose arrivera. Au moins les masses seront dans la rue. Bien que l'histoire soit remplie de tels exemples, il est bien sûr toujours impensable pour des opportunistes que ces mouvements de masse, même contre un pouvoir réactionnaire, puissent être également réactionnaires et non pas progressistes. Je signalerai simplement les mobilisations qu'Hitler a dirigées contre la République de Weimar — des mobilisations de masse réactionnaires.

Je vais vous dire quelque chose que tout socialiste a compris depuis l'époque de Fourier. Le progrès social de toute société peut être mesuré avec précision par la liberté qu'on y accorde aux femmes. Non par la quantité de rhétorique anti-impérialiste de ses dirigeants car la rhétorique anti-impérialiste ne coûte pas cher.

La première dictature du prolétariat

Je voudrais parler une minute de la révolution de 1917. Car si les révolutions bourgeoises ont été d'une profonde importance pour les femmes dans les sociétés où elles ont pris place, la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en a eu encore bien plus. Lénine a dit, et je cite, "la première dictature du prolétariat sera le pionnier de l'égalité sociale complète des femmes. Elle détruira radicalement plus de préjugés que l'ont fait des volumes sur le droit des femmes". Et elle l'a fait. Je n'ai vraiment pas le temps d'entrer dans les détails mais, dans les premiers mois du pouvoir soviétique, le mariage est devenu un contrat légal entre des citoyens libres et égaux. Le divorce était accordé sur demande de l'une des parties, l'illégitimité était abolie légalement et tous les enfants étaient protégés, on pourvoyait à leurs besoins, des centaines d'organismes de protection des parents et des enfants furent créés, et cela dans une période de conditions sociales pratiquement désespérées — guerre civile, intervention impérialiste — [la norme] à travail égal, salaire égal [fut instituée], des restaurants, laveries et ateliers de couture collectifs furent créés pour diminuer la charge des travaux domestiques. En 1919, 90% de la population de Leningrad prenait ses repas dans des restaurants collectifs. La légalité de l'avor-

tement fut instituée, les persécutions légales contre les homosexuels furent supprimées, l'enseignement, la participation au gouvernement et au monde du travail furent ouverts pour la première fois à égalité aux hommes et aux femmes. Ces réalisations furent tout à fait impressionnantes, non seulement parce que les bolchéviks ont insisté pour essayer de les mettre en place immédiatement dans les conditions les plus désespérées, mais aussi parce qu'elles se sont faites dans ce qui avait été une société très arriérée. (...)

Les bolchéviks se sont battus non seulement pour la libération des femmes russes mais ils ont entrepris héroïquement d'apporter la Révolution d'Octobre aux femmes d'Asie centrale soviétique. Parce que les bolchéviks espéraient que les femmes, qui avaient le plus à gagner dans cette révolution, seraient le maillon qui leur permettrait de briser les chaînes du féodalisme en Orient soviétique. Des activistes dévouées du Département pour le travail parmi les femmes, nouvellement constitué, revêtirent bel et bien le voile pour entrer en Orient soviétique — revêtirent le voile pour simplement pouvoir approcher les femmes suffisamment près pour leur parler — et c'était une tâche très dangereuse. Beaucoup furent tuées et ce furent en fait les corps démembrés de certaines de ces activistes qui persuadèrent le gouvernement soviétique de réinstaurer la peine de mort spécifiquement pour les meurtriers de ce type bien que la peine de mort ait été abolie auparavant pour les crimes en général. (...)

Le taux d'alphabétisation en Afghanistan est environ de 5%, peut-être le plus bas au monde. En Ouzbékistan, la plus grande des Républiques soviétiques d'Asie centrale, le taux d'alphabétisation est environ de 100%. L'espérance de vie en Afghanistan est d'environ 40 ans, en Ouzbékistan d'environ 70 ans. Selon une étude faite au début des années 70, seules 4,5% des 100.000 femmes afghanes qui avaient reçu une instruction quelconque travaillaient. L'institution du prix de l'épouse pèse particulièrement lourd sur les hommes et les femmes en Afghanistan. A l'heure actuelle, une femme vaut entre 1.800 et 3.500 dollars sur le marché en Afghanistan, ce qui représente pour la plupart des gens les économies de toute une vie ou l'endettement à vie auprès de prêteurs qui pratiquent des taux usuriers dont une part revient aux mollahs. Pour les femmes, cela signifie l'esclavage total, pour les hommes: pas d'argent, pas de rapports sexuels. Ou du moins, pour reprendre les termes d'un de mes camarades, "pas avec une femelle de leur propre espèce".

En très grande partie, les troupes soviétiques qui ont été envoyées en Afghanistan ne sont pas composées de soldats russes mais de soldats d'Asie centrale d'origine musulmane — Ouzbeks et Tadjiks. Les femmes tadjiks étaient si opprimées, si particulièrement opprimées, qu'elles devaient non seulement porter en public un lourd voile noir en crin de cheval, sans même une fente pour les yeux, mais en plus aucune femme n'était autorisée à les voir dévoilées en privé, hormis leur famille directe. De peur qu'une femme ne décrive leur visage à un homme. Pour prévenir cela, elles devaient porter le voile en crin de cheval même en privé. Ces jeunes soldats, soldats d'Asie centrale, qui ont été envoyés en Afghanistan ont confronté leur propre passé en confrontant la sordeur et l'arriération sans fond de l'Afghanistan.

La question russe

Ceci me conduit à une question importante. La libération des femmes a-t-elle été achevée en Union soviétique? La réponse à cette question est non — elle ne l'a pas été, même pas dans les régions les plus avancées d'Union soviétique. De même que nombre des acquis initiaux des révolutions bourgeoises, de la Révolution française, furent par la suite renversés, la monarchie fut même restaurée en France, nombre des acquis initiaux de la Révolution bolchévique furent également renversés des décennies de dégénérescence stalinienne en Union soviétique. Aujourd'hui, la Spartacist League a appelé depuis sa création à la révolution politique en Union soviétique pour renverser la caste bureaucratique parasitaire qui détient le pouvoir et pour restaurer la démocratie ouvrière. La Révolution bolchévique a néanmoins mis en place des acquis historiques pour la classe ouvrière et de même que nous continuons à défendre les acquis historiques de la Révolution française, nous défendons les acquis historiques de la Révolution bolchévique — la propriété privée des moyens de production en particulier fut remplacée en Union soviétique par la propriété collective et ceci n'a jamais été renversé. C'est-à-dire que le capitalisme n'a jamais été restauré. Nous définissons donc l'URSS comme un État ouvrier dégénéré.

D'un point de vue militaire, l'intervention soviétique peut être ou ne pas être judiciaire mais il ne peut certainement pas y avoir de question sur le fait que les révolutionnaires doivent se placer du côté de l'Armée rouge dans ce conflit — parce qu'une victoire des rebelles dirigés par les mollahs signifie une victoire pour l'achat et la vente des épouses, une victoire pour le voile, une victoire pour la pratique de l'usure, pour le servage féodal et le maintien de

l'esclavage des femmes. (...)

Au cas où vous ne l'auriez pas deviné, la Spartacist League a une position sur l'Afghanistan. Position concrétisée par notre mot d'ordre: "Salut à l'Armée rouge!". Aujourd'hui en Afghanistan, seule l'Armée rouge se tient entre les femmes et l'esclavage féodal et pré-féodal. Ce n'est pas pour argumenter que l'Union soviétique est intervenue en Afghanistan à des fins altruistes. L'Union soviétique est intervenue en Afghanistan pour protéger ses frontières de menaces militaires grandissantes de la part des États-Unis, y compris le déploiement récent de missiles de moyenne portée en Europe qui ont la capacité d'atteindre les villes soviétiques. Mais dans ce cas particulier, il se trouve que le souci de l'Union soviétique concernant sa propre sécurité coïncide avec les intérêts de l'internationalisme prolétarien. Si l'Afghanistan est transformé en quelque chose ressemblant à l'Asie centrale soviétique ce serait un énorme pas en avant, spécialement pour les femmes. On parle de trahison de l'Union soviétique envahissant l'Afghanistan, mais la Spartacist League a la position que la trahison serait que les troupes se retirent si elles le font sous les pressions et abandonnent ces gens, ces femmes, à la perpétuation de l'esclavage dans lequel ils vivent. Je veux faire remarquer que lorsque nous disons "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!" nous ne disons pas "Salut à l'Armée rouge" partout et toujours. Nous sommes opposés à l'intervention soviétique en Hongrie en 1956 où il y avait un soulèvement prolétarien contre la bureaucratie. Nous sommes opposés à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 où un régime stalinien a été forcé à effectuer une libéralisation. Mais en Afghanistan nous sommes aux côtés de l'Armée rouge contre les mollahs.

La révolution permanente

Je voudrais conclure en revenant encore aux prémisses qu'il n'y a que deux voies pour les femmes orientales — la révolution prolétarienne ou l'esclavage. Pour ça je voudrais dire quelque chose à propos de la théorie de la révolution permanente de Trotsky.

Les révolutions bourgeoises que j'ai mentionnées furent victorieuses grâce à l'alliance des forces démocratiques bourgeoises avec les paysans et les artisans dans ces pays. Mais dans des pays comme l'Iran et l'Afghanistan, pays qui ont un développement capitaliste attardé, la bourgeoisie est trop petite, trop faible et trop dépendante des régimes impérialistes pour diriger les masses dans une lutte complète pour même seulement les droits démocratiques. L'Union soviétique a été confrontée à une situation très semblable dans la période d'avant la Révolution bolchévique. En analysant les tâches clé auxquelles était confrontée l'Union soviétique — bon, ce n'était pas l'Union soviétique à l'époque mais la Russie tsariste — Trotsky s'est demandé qui dirigerait une telle révolution, qui pourrait la diriger s'il n'y avait pas de bourgeoisie capable de le faire. Il en a conclu que puisque la bourgeoisie en Russie était incapable de fournir une direction révolutionnaire, ce serait aux ouvriers de prendre ça en charge eux-mêmes. Dans le but de déraciner la bureaucratie féodale, l'autocratie féodale qui l'opprimaient, et aussi une domination coloniale brutale qui l'étouffait, la classe ouvrière devrait aussi déraciner l'ordre bourgeois national qui était ces institutions. En d'autres mots, la classe ouvrière devrait mettre ses propres intérêts immédiatement à l'ordre du jour et aller jusqu'à la révolution socialiste pour achever les tâches démocratiques bourgeoises élémentaires. C'est exactement ce qui s'est passé en Union soviétique en 1917.

Dans les pays du "tiers-monde", la question femme nous a démontré à plusieurs reprises que la théorie de Trotsky était correcte. Toutes les soi-disant révolutions du "tiers-monde", qui se sont arrêtées avant le renversement des formes de propriété capitalistes, ont même été incapables d'accorder aux femmes les droits démocratiques élémentaires. C'est même vrai dans les situations où la masse des femmes a participé au mouvement. L'Algérie est un très bon exemple. Des milliers de femmes algériennes sont descendues dans la rue. Il y avait beaucoup de rhétorique anti-impérialiste. Tout le monde voulait se débarrasser de la domination coloniale et on parlait aussi du voile comme d'un symbole de la résistance à l'impérialisme. Quinze ans ont passé et les femmes algériennes portent encore le voile. Personne ne l'appelle plus un symbole de résistance. Leur statut d'infériorité a été codifié dans les lois du pays. L'Iran est une confirmation encore plus négative de la validité de la révolution permanente. La soi-disant révolution qui y a eu lieu n'a pas libéré les femmes et ne peut pas les libérer. Il faut espérer que l'Afghanistan fournira une confirmation positive en abolissant la propriété privée des moyens de production en même temps que le voile. Il n'y a pas de voie intermédiaire. Pour que prenne place la libération des femmes, le féodalisme doit être remplacé, d'abord au niveau de la structure économique, puis au niveau idéologique. A notre époque il ne peut être remplacé que par un État ouvrier. ■

Iran...

suite de la page 1

ropéennes de son instabilité, il leur a offert le choix entre des sanctions et une téméraire aventure militaire des USA.

Les USA, qui ne sont plus la puissance impérialiste hégémonique, essayent encore d'agir comme telle. De même que la bourgeoisie dans son ensemble n'acceptera jamais qu'elle a survécu à sa fonction, Carter/Brzezinski refusent d'accepter la chute de Saïgon et sa signification pour l'impérialisme US. C'est l'une des bonnes raisons pour lesquelles les illusions de la bureaucratie soviétique dans la détente et les appels aux capitalismes européens à ne pas "satisfaire" les USA vont ouvrir, au sens propre, en fumée à moins que la classe ouvrière ne sauve la civilisation de la menace d'une catastrophe historique.

Les impérialistes ont bien raison de considérer que l'Iran des mollahs est potentiellement aussi hostile à l'URSS que l'Iran du chah. Mais la crise des otages a ruiné leur plan. Les USA avaient une chance de réaliser un accord anti-soviétique au moment où les Soviétiques sont intervenus en Afghanistan, lorsque les dirigeants iraniens furent mis en émoi par le sort de leurs frères réactionnaires intégristes à Kaboul. Mais l'accord est tombé à l'eau, que ce soit parce que les USA n'ont pas gardé le chah enfermé au Panama, ou parce que Khomeiny ne pouvait pas se permettre de perdre son atout "anti-impérialiste" face à l'agitation qui régnait à l'intérieur du pays. Les Iraniens savent bien quelle menace cela constitue de jouer "la carte russe"; ils ont déjà conclu des accords économiques significatifs avec des pays de l'Europe de l'Est, et commencent à exprimer leur intention de se tourner vers les Soviétiques pour casser tout blocus naval ou économique.

Ainsi, bien qu'il y ait de bonnes raisons de croire Bani Sadr lorsqu'il promet que la République islamique résistera aux Russes "jusqu'à la dernière goutte de sang", pour le moment il y a une impossibilité dramatique pour les dirigeants réactionnaires des USA et de l'Iran de se retrouver ensemble dans une alliance anti-soviétique. En tant que révolutionnaires engagés à défendre l'URSS contre l'impérialisme, nous pensons que cette incapacité actuelle de forger une telle alliance est une très bonne chose !

Le fiasco de Carter renforce Khomeiny

Le raid de Carter est venu à point pour l'ayatollah, dont le gouvernement théocratique non consolidé restait confronté à une grave crise intérieure. Après qu'il y ait eu pour de bon une attaque militaire américaine, Khomeiny a pu encore une fois apparaître comme le champion de l'Iran contre l'impérialisme américain, en exploitant cyniquement la juste haine des masses contre le chah et ses maîtres américains. Lorsque l'ambassade a été prise en novembre dernier, nous avons dit que ce n'était pas un acte "anti-impérialiste", mais une *diversion* qui permettait aux mollahs de canaliser le mécontentement populaire croissant.

En fait, la "guerre sainte" de Khomeiny n'est dirigée contre les USA que dans les mots. Il brandit l'épée de l'Islam pour "couper les mains" de ses ennemis intérieurs. Il a lancé ses troupes et ses pasdars ("gardiens de la révolution") dans une "guerre sainte" sur les trois fronts où le régime islamique instable est confronté aux plus sévères défis depuis de nombreux mois : dans des escarmouches à la frontière contre l'armée irakienne bien équipée, contre les nationalistes kurdes qui résistent au chauvinisme perse et dans les universités. Les nervis islamiques du *hesbollahi* (parti de dieu) maniant le couteau, le bâton et le revolver — bandes de lumpens, recrutés et soudoyés par l'argent de la CIA, qui ont aidé à renverser le premier ministre nationaliste bourgeois Mossadegh en 1953 et à remettre le chah au pouvoir — ont été réactivés par Khomeiny pour écraser la gauche.

Khomeiny a lâché ses troupes de choc islamiques contre les étudiants de gauche au nom de la "révolution culturelle islamique", pour purger les universités dominées par la gauche. Des batailles rangées ont eu lieu à l'université de Téhéran lorsque les partisans des "étudiants qui suivent la ligne de l'imam" essayèrent de vider les fedayin guévaristes, les populistes musulmans moudjahidin et le parti Toudeh pro-Moscou. Le *hesbollahi* a finalement réussi à prendre d'assaut le campus aux cris de "Mort aux fedayin", après deux jours de luttes sanglantes. Ce scénario s'est répété dans toutes les universités d'Iran; il y a eu des centaines de morts.

En même temps, les bombardements et le pilonnage de la population kurde prenaient une ampleur de génocide, après que les habitants de Sanandaj aient refusé de tolérer la présence des troupes de Khomeiny. Partout, les mollahs se sont mis à renforcer leur emprise sur la société iranienne. Les dirigeants du conseil des ouvriers du pétrole d'Abadan ont été emprisonnés. Bani Sadr, comme son prédécesseur Bazarگان, a été jugé trop "mou" par les mollahs, dont le parti, le PRI, a triomphé aux élections pour le "Par-

lement" iranien, et il a été écarté. Ce sont des gens comme le juge sanguinaire impitoyable Khalkhali et son "centre pour l'abolition du péché" qui sont aux commandes.

Rompez avec les mollahs! Pour un parti trotskyste iranien!

Le parti Toudeh de Brejnev est si servile devant le régime islamique qu'ils ont été appelés "les assistants ayatollahs". Mais le HKE (Parti révolutionnaire des travailleurs), les petits frères iraniens sociaux-démocrates du Socialist Workers Party (SWP) américain, est à la droite du parti Toudeh !

Au nom de "la guerre sacrée du peuple iranien contre l'impérialisme américain", le HKE est allé jusqu'à saluer les freikorps de Khomeiny, les assassins des Kurdes et de la gauche : "Les frères pasdars et les révolutionnaires dans les forces armées doi-



Khomeiny appelle à la purge des marxistes dans les universités. Des militants secourent un camarade blessé

vent fournir par tous les moyens possibles un entraînement pour l'armée de 20 millions" (déclaration du HKE, 11 avril, *Intercontinental Press*, 21 avril). En général, le HKE fait preuve d'un légalisme servile et d'un crétinisme parlementaire qui semblent carrément insensés, étant donné les conditions de l'Iran de Khomeiny. Leur réponse au meurtre de 12 dirigeants turkmènes (y compris 4 fedayin) fut... de réclamer une commission d'enquête ! Ils déclarèrent : "Le soutien du président Bani Sadr est nécessaire pour cette commission. Il ne sera possible de former une commission indépendante et réellement crédible que si le président ainsi que le conseil de la révolution la soutiennent" (*Kargar*, 6 mars, cité par *Intercontinental Press*, 7 avril).

Mais il y a quelque chose de pire derrière tout ça. Le lâche opportunisme n'est pas un vain mot quand il s'agit du HKE, c'est une simple constatation des faits. Le HKE était prêt à sacrifier la gauche iranienne pour sauver sa propre peau. Lorsque les organisations étudiantes islamiques (OEI) ont entrepris de fermer les universités et de disperser les étudiants, au nom de l'anti-impérialisme, bien sûr, mais en attaquant clairement la gauche, le HKE a fait la déclaration suivante :

"Le parti toudeh, les moudjahidin, le Paykar, les fedayin et les autres organisations soi-disant marxistes, qui partent toujours de leurs étroits intérêts sectaires, se sont essentiellement opposés à cette courageuse action. Ces forces, sous prétexte de défendre les 'barricades de la liberté' (ces organisations pensent que la réaction règne sur tout le pays et que les campus sont les derniers bastions) ont mobilisé contre l'action des OEI."

— *Intercontinental Press*, 5 mai

Et le SWP appuie cette capitulation lâche devant la terreur islamique :

"Le HKE souligne aussi qu'en s'opposant aux occupations des OEI, les dirigeants du parti toudeh, des fedayin et des moudjahidin ont non seulement 'montré leur faillite' mais ont aussi fait le jeu 'des 500 familles capitalistes et de leurs hommes de mains clandestins'.

"Contrairement aux comptes rendus de la presse, le HKE dit qu'il n'y a pas de campagne anti-communiste croissante contre les moudjahidin ou les fedayin en Iran aujourd'hui, en dépit des tentatives des capitalistes pour créer une telle situation. Il y a de l'anti-communisme, y compris parmi certains militants anti-impérialistes, et une certaine répression exercée par le gouvernement et les forces de droite. Mais le ferment révolutionnaire général a créé une atmosphère politique ouverte au débat et aux discussions sur différents points de vue."

— (*Ibid.*)

Allez donc raconter ça aux fedayin, qui ont perdu 20 de leurs camarades à l'université de Téhéran. Ces cyniques menteurs, qui nous ont dit que les fanatiques chi'ites ne se flagellaient pas (en dépit de tous les films qui prouvaient le contraire), nous racontent à présent qu'il n'y a pas de terreur blanche en Iran. Mais cette fois-ci le "gros mensonge" est encore plus grave, parce que c'est une tentative de couvrir la trahison du HKE sur tous les principes du socialisme sur lesquels repose le mouvement ouvrier et socialiste.

Comparés à la capitulation dégoûtante du parti Tou-

deh et du HKE devant l'obscurantisme religieux, le programme et l'action des guérilleros fedayin représentent une impulsion subjectivement plus révolutionnaire. Ils ont combattu le chah et, bien qu'à regret, les attaques des réactionnaires cléricaux, alors que le HKE n'a jamais combattu qui que ce soit pour quoi que ce soit (quelques mois seulement avant que n'éclate la lutte des masses contre le chah, ils déclaraient que le mot d'ordre "A bas le chah !" était ultra-gauche).

Un authentique parti trotskyste gagnerait certainement beaucoup de ses cadres parmi ceux qui se montreraient capables de dépasser le stalinisme de gauche des fedayin. Car bien que les fedayin aient résisté les armes à la main aux attaques des pasdars contre les Kurdes et les Turkmènes, ils ont refusé de mobiliser pour une révolution prolétarienne contre le gouvernement des mollahs. Il n'est pas rare de lire dans la presse des fedayin des déclarations expliquant que la domination impérialiste en Iran ne pourra prendre fin avant que la domination capitaliste ne soit écrasée. Mais il n'est pas moins courant de trouver des déclarations condamnant les conflits au sein du "peuple", dans lequel les fedayin incluent les mollahs ! Toujours et encore, les fedayin attribuent les attaques contre la gauche ou les minorités nationales aux sinistres intrigues de quelques agents impérialistes et à des provocateurs de l'ex-Savak, pour éviter la confrontation politique à grande échelle avec le régime des mollahs.

Les fedayin sont prêts à admettre que "le clergé a profité de la croyance religieuse du peuple, de la haine qu'il avait du chah, plus les conséquences de la crise économique, pour proposer 'une République islamique' comme seule solution, sans en donner le véritable contenu qui était l'établissement du 'Velayat Faghi' (pouvoir absolu du clergé — théocratie)" (articles choisis de *KAR* n° 1, mars 1980).

Néanmoins, ils refusent de voir les mollahs comme une caste pré-capitaliste. A la recherche d'une fraction "progressiste" du clergé, ils ont "découvert" qu'une fraction du clergé représentait les intérêts de la petite-bourgeoisie qui s'est trouvée poussée à l'action anti-impérialiste. Ce qui a signifié le soutien à la prise de l'ambassade parce que cela intersectait le "mouvement des masses"; dans le passé, cela a signifié le soutien au soi-disant "Mollah rouge", Taleghani. Juste avant qu'il ne meure l'année dernière, ce favori de la gauche condamnait les rebelles kurdes et appuyait la campagne de terreur de Khomeiny contre eux. Dans la pratique, c'est ça le bloc avec "le clergé progressiste" !

Un bloc entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie comme une alliance d'égal à égal fut rejeté par Lénine et les bolchéviks en 1917 en faveur de la dictature du prolétariat soutenue par la paysannerie. Mais la théorie étapistes des fedayin et leur conception du bloc anti-impérialiste du "peuple" n'est en réalité qu'une couverture à leur capitulation devant des forces féodales complètement réactionnaires — les mollahs.

Les fedayin polémiquent contre "certains camarades" qui, disent-ils, considèrent que les mollahs représentent une force politique indépendante et non la petite-bourgeoisie. Ils se réfèrent au groupe Ashraf, une scission des fedayin, qui a effectivement condamné dans un tract distribué en novembre la prise de l'ambassade comme "un prétexte pour écraser violemment les opprimés de notre pays". Les membres de Ashraf semblent avoir une haine viscérale plus profonde pour la bande théocratique sanguinaire de Khomeiny que la majorité des fedayin. Mais cela ne signifie pas qu'ils aient un authentique programme marxiste pour renverser la théocratie. Bien qu'ils disent que la "bourgeoisie nationale" n'existe plus en Iran aujourd'hui, ils ne sont pas opposés en principe à une collaboration de classe "anti-impérialiste" — à preuve, leur soutien au gouvernement Mossadegh. Mais ce n'est pas Mossadegh qui a rompu avec l'impérialisme US, ce sont les Américains qui ont rompu avec lui. Mossadegh fut incapable de résister au coup d'Etat de 1953, parce que, comme tous les nationalistes bourgeois, c'était un anti-communiste virulent auquel les masses populaires faisaient plus peur que les impérialistes, avec lesquels il a simplement essayé de conclure un meilleur marché.

L'entreprise de Khomeiny de restaurer en Iran l'ordre moral et social de l'Islam féodal n'est pas seulement réactionnaire, mais utopique : la domination des mollahs est en soi instable. La crise sociale en Iran ne peut être résolue que si la classe ouvrière, numériquement faible mais stratégiquement décisive, écrase leur domination théocratique. Mais ni les fedayin, ni le groupe Ashraf n'ont tiré les leçons fondamentales de la Révolution d'Octobre : les revendications urgentes des opprimés en Iran, même les réformes démocratiques élémentaires — droit à l'auto-détermination pour les minorités nationales, libération des femmes de la prison qu'est le voile, chasser les propriétaires terriens et donner la terre aux paysans — ne peuvent être réalisées que par un Etat prolétarien. Sans cette stratégie fondamentale, les intentions subjectivement révolutionnaires de milliers de militants iraniens seront seulement gaspillées. Pour une révolution ouvrière pour renverser les mollahs ! ■

San Francisco ...

Suite de la page 12

peur de venir. San Francisco n'est pas une ville nazie, c'est une ville ouvrière — nous l'avons prouvé ici aujourd'hui". Le Ku Klux Klan et les nazis sont méprisés pour une bonne raison. San Francisco est une ville qui compte plusieurs centaines de milliers d'homosexuels qui savent parfaitement ce qui est arrivé aux "déviant sociaux" — tout comme aux "non-aryens", aux syndicalistes et aux socialistes — dans l'Allemagne d'Hitler. C'est une ville de Noir qui savent qu'ils sont la cible centrale de la terreur raciste aux Etats-Unis. Une ville de survivants juifs des camps d'extermination, pour lesquels les mots "Dachau" et "Auschwitz" resteront toujours un cri douloureux. Les Américains d'origine latine et asiatique ont leurs propres souvenirs de terreur raciste.

Autrefois, les tueurs du KKK et les nazis étaient terrés dans l'arrière-pays du sud des Etats-Unis, enclave protégée de la réaction, mais aujourd'hui, le climat politique les enhardit : ils avancent encore avec précaution, et leurs tentacules sortent des banlieues petites-bourgeoises blanches, quand ils peuvent compter sur la protection de la police. Mais lorsqu'ils essayent de faire pénétrer dans les centres prolétariens leur terreur raciste, les fascistes peuvent y être interdits de séjour. La Spartacist League (SL), bien qu'elle ne soit qu'un groupe de propagande communiste relativement petit numériquement, a pris deux fois l'initiative de le faire : elle fut à l'origine et organisa la manifestation de San Francisco contre les nazis comme auparavant à Detroit. Lorsqu'après le massacre de Greensboro, le KKK menaçait de défilé en plein centre de ce bastion de l'automobile où la population est en majorité noire, la SL joua un rôle important dans l'organisation de la manifestation de 500 ouvriers de l'automobile, noirs pour la plupart, qui proclamaient que "The Klan Won't Ride in the Motor City" ("Le Klan ne paraîtra pas dans la ville de l'automobile").

Cette croissance alarmante des groupes terroristes fascistes ne se produit pas dans un vide politique ; elle n'est pas non plus le reflet d'un climat de "haine généralisée" comme l'affirment beaucoup de libéraux. Elle provient directement de la crise économique galopante et de la politique internationale de l'impérialisme américain. Les nazis et le KKK sont l'aile fascisante d'une mobilisation populaire que la Maison Blanche cherche à susciter en vue d'une guerre thermo-nucléaire contre l'Union soviétique. Comme Carter appelle tout le monde à s'engager sur le sentier de la guerre contre le communisme à l'étranger, le KKK et les nazis ont l'impression qu'aux Etats-Unis, la chasse aux militants de gauche, aux Noirs, aux syndicalistes, aux juifs, etc. est ouverte. Lorsqu'on voit l'anti-russe enragé Brzezinski brandir un fusil-mitrailleur à la passe de Khyber, cela signifie bien que l'on peut commettre des assassinats en plein jour à Greensboro. Et lorsque nous combattons contre la pénétration fasciste dans les centres industriels d'Amérique du Nord, ce que nous cherchons c'est, en partie, à enlever à la bourgeoisie

une base d'enragés qui réclament la guerre contre l'URSS.

Rupture avec le Parti démocrate! Construction d'un parti ouvrier!

Ce qui frappait au rassemblement de San Francisco fut que, l'un après l'autre, chaque dirigeant syndical déclara qu'on ne pouvait compter ni sur la police ni sur les partis démocrate ou républicain pour arrêter les fascistes. La mobilisation ouvrière du 19 avril arrivait dans un contexte de guerre sur tous les fronts contre les syndicats de la côte ouest, ce qui explique l'accueil que firent les syndiqués de San Francisco aux appels de l'ANCAN. Depuis la défaite de la grève des employés de San Francisco en 1976, les patrons du nord de la Californie sont à l'offensive dans une région qui était autrefois un bastion syndical. Les bonzes syndicaux, pour leur propre préservation, ont dû entreprendre des actions qui auraient été impensables il y a quelques années, comme la grève du ILWU du 1er mars dans le port de Los Angeles en solidarité avec les ouvriers du pétrole en grève.

Diane Feinstein, le maire de San Francisco, qui fut parmi les conseillers municipaux les plus anti-syndicaux en 1976, est tellement horrible que même des bureaucrates invétérés comme Jack Henning, président de l'AFL-CIO pour la Californie, marmonnent qu'il faudrait un parti travailliste. Autre chose significative, beaucoup des dirigeants syndicaux qui ont soutenu la manifestation de l'ANCAN samedi et qui y ont participé, avaient joué un rôle important dans les récentes luttes ouvrières de la côte ouest. Ce lien entre la combativité dans les grèves et la manifestation contre les nazis apparut clairement lors d'un incident qui se produisit au rassemblement : lorsqu'une équipe de cameramen de la station TV en grève KRON s'approcha de la foule, un des organisateurs annonça qu'ils n'étaient pas les bienvenus et qu'un cordon du service d'ordre et de militants leur barrerait la route aux cris de "dehors les jaunes". Entendant ça, les jaunes rebroussèrent chemin, sous les applaudissements des manifestants.

La bourgeoisie ne fut pas la seule à vouloir isoler la manifestation par son silence. La gauche réformiste a constitué un véritable front populaire allant du bureau du maire au Parti communiste, tous unis par leur opposition commune à une mobilisation ouvrière pour arrêter les nazis. Traditionnellement, les stalinien justifient leurs capitulations opportunistes par la nécessité de ne pas rompre "l'unité anti-fasciste". Mais quand une véritable action de front unique se réalise contre les fascistes, à l'initiative de militants pour le socialisme et basée sur la force de la classe ouvrière, ils sont les premiers à vouloir tout scissionner. L'unité que recherchent ces soi-disant "communistes", ce n'est pas l'unité dans une action de masse contre les nazis et le KKK mais les liens qui enchaînent les esclaves à leurs maîtres et la classe ouvrière à ses exploités.

C'est encore le SWP qui a battu tous les records : il a poussé sa politique de "liberté d'expression pour les fascistes" jusqu'à sa conclusion logique en ne venant pas du tout à la manifestation du 19 avril — ils

n'ont même pas envoyé un vendeur de *Militant* ! Auparavant, ces pseudo-trotskystes avaient mobilisé un service d'ordre pour empêcher Jane Margolis, militante bien connue du CWA, syndicat du téléphone, [Cf. *Le Bolchévique* n° 16, mars-avril 1980] de parler pour l'ANCAN à un meeting "public" du SWP.

Aux Etats-Unis, c'est sur la suprématie blanche que le mouvement fasciste se construira ; c'est le bras armé du racisme. Il faut donc absolument que le mouvement ouvrier s'engage à lutter contre l'oppression des Noirs et des autres minorités. Dans cette période de crise capitaliste et d'austérité budgétaire aiguë dans les villes, dans cette période de "canons et pas de beurre", les minorités sont la première cible de tous les politiciens capitalistes. Les réductions de budget des hôpitaux, des écoles, des logements et les diminutions d'emploi touchent toujours les ghettos en premier, car les politicards démocrates et républicains ne se gênent pas pour laisser tomber leurs électeurs noirs considérés comme "sacrifiables". Et bien que les minorités n'aient jamais eu un sort économique aussi lamentable, même pendant la Grande Dépression, elles servent de boucs émissaires tout trouvés aux capitalistes qui veulent détourner la colère des ouvriers contre les fermetures d'usine et les licenciements en masse et la transformer en hystérie raciste. Le Klan et les nazis ont la même stratégie ; ils prétendent juste pouvoir faire le travail plus efficacement avec leur terreur raciste enragée. Et si la bourgeoisie accepte de plus en plus les fascistes dans les années 80, c'est qu'elle commence à entrevoir que ces "cinglés" en chemise brune ou en cagoule, ces fans d'Hitler, et ces fascistes microcéphales pourraient bien être un jour nécessaires à la préservation du capitalisme.

Mais tout en encourageant le racisme contre les Noirs et la guerre nucléaire contre l'Union soviétique, c'est sur le mouvement ouvrier que les patrons porteront leurs coups stratégiques car c'est la seule force sociale qui a le pouvoir et l'intérêt de classe nécessaires pour écraser l'offensive capitaliste que représentent la dépression économique et la guerre. Et pour accomplir ce travail, la bourgeoisie aura besoin de troupes de choc armées, de terreur raciste, anti-syndicaliste et anti-communiste. C'est la raison pour laquelle les politiciens capitalistes ne veulent ni ne peuvent interdire le Klan ; c'est pourquoi il faut non seulement lutter contre les nazis mais aussi contre la politique capitaliste raciste qui les encourage ; et c'est pourquoi, comme l'ont fait remarquer plusieurs syndicalistes de tendance lutte de classe et la Spartacist League à la manifestation du 19 avril, la lutte contre les fascistes doit être intégrée dans un combat pour construire un parti ouvrier. Non pas un vague parti réformiste parlementariste, mais un parti ouvrier qui mobilise le pouvoir du mouvement syndical dans sa lutte pour la survie. Si le mouvement ouvrier et les Noirs ont un avenir — dans ce pays et sur cette planète — c'est dès aujourd'hui qu'il faut s'y mettre ! Tenez la dragée haute aux nazis et au KKK — c'est le message de la manifestation du 19 avril à San Francisco.

Adapté de Workers Vanguard n°255

Jussieu...

Suite de la page 1

une couverture pour des mesures d'austérité capitalistes, dans un pays où les patrons essaient de masquer le chômage massif en renvoyant "chez eux" des centaines de milliers d'ouvriers immigrés, l'armée de réserve du capitalisme français. Les étudiants étrangers ne sont pas les seules victimes des attaques contre l'université. Les réductions de budget dans l'enseignement, non seulement universitaire mais primaire et secondaire, sont une attaque contre le droit à une éducation de qualité pour les enfants de la classe ouvrière. Pas de réduction du budget de l'Éducation nationale ! Formation universitaire gratuite pour tous ceux qui le désirent avec une subvention de l'Etat !

Mais ce qui est en jeu dans la campagne contre les étudiants étrangers c'est plus que le programme d'austérité. Bonnet trahit ses intentions quand il explique que la France a plus d'étudiants étrangers que l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Ouest, les principaux concurrents de la France sur le continent africain. Dans une période où les tensions inter-impérialistes augmentent et sont exacerbées par la campagne belliciste des cinglés de la Maison Blanche contre l'Etat ouvrier dégénéré qu'est l'Union soviétique, le "rayonnement culturel" ne suffit plus à garantir les intérêts de l'impérialisme français. Lorsqu'il faut envoyer des milliers de soldats français en Afrique pour maintenir sa domination, les étudiants étrangers sont, dans une période de crise économique, un luxe dont la bourgeoisie française peut se passer. Surtout que, malgré tout ce qui peut arriver à la masse des étudiants "indésirables", les futurs administrateurs des néo-colonies françaises sont certains de pouvoir terminer leurs études, tandis que ceux qui s'opposent aux Bourguiba et Senghor ont de bonnes chances d'être expulsés — par égard pour ces valets de l'impérialisme.

La différence la plus frappante entre le mouvement de protestation actuel et les luttes étudiantes au début et à la fin des années 60, c'est qu'aujourd'hui les questions "politiques" sont évitées. Même si c'était d'une manière confuse et partielle, les étudiants à l'époque comprenaient que dans leur lutte contre les guerres d'Algérie et du Vietnam, ils avaient pour ennemi l'impérialisme, et en particulier de Gaulle et l'impérialisme français. A bas la campagne belliciste de Carter ! Défense de l'URSS contre l'impérialisme ! Pas d'illusions dans la détente ! A bas l'OTAN ! Troupes françaises hors d'Afrique ! Indépendance des Antilles et de toutes les autres colonies françaises ! A bas l'armée bourgeoise !

Les activistes étudiants se méfient de la "politique" par peur d'être "récupérés" ou manipulés

par les partis de la gauche, le PCF et le PS, ou de l'"extrême-gauche", l'OCI-OJR-UNEF ou la LCR-JCR. Ils ont raison de se méfier ; mais le problème n'est pas que ces partis font de la politique mais que leur politique est un programme de défaite ou de trahison. Dans l'UEC, ils ne savent peut-être pas que c'était un représentant du PCF au gouvernement, le ministre de l'aviation Charles Tillon, qui a ordonné le bombardement de Sétif en mai 1945 qui a causé la mort de milliers d'Algériens pour maintenir l'Algérie française et le PCF qui a voté les "pouvoirs spéciaux" en 1956.

Le PCF met sur le même plan la répression importante de l'Etat bourgeois et la violence indiscriminée des autonomes. Certes, les autonomes sont des parasites politiques qui ont sans doute dans leurs rangs un grand nombre de provocateurs. Mais c'est aussi bien connu que le PCF crie au provocateur chaque fois qu'il veut calomnier quelqu'un qui est réellement à sa gauche. Les autonomes prétendent être anti-politiques mais eux aussi ont un programme : la rage des lumpens contre les grèves et contre la classe ouvrière. Ils ne feraient même pas parler d'eux si un parti de masse parmi les ouvriers et les étudiants menait un véritable combat.

Les étudiants à eux seuls n'ont pratiquement pas de pouvoir social. Pourtant, les étudiants peuvent servir de détonateur à des mobilisations sociales de grande ampleur, Mai 68 l'a montré. Il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation du pouvoir social de la classe ouvrière, contre la trahison des bureaucraties stalinienne et social-démocrate, afin de renverser le gouvernement capitaliste et d'instaurer la dictature du prolétariat. Certains constatent les trahisons et les magouilles de l'"extrême-gauche" et désespèrent de la politique, mais il n'y a pas d'autre voie que la lutte pour forger une nouvelle direction révolutionnaire, un nouveau parti d'avant-garde léniniste-trotskyste. C'est l'élément essentiel qui manquait au soulèvement de Mai 68. Pour un gouvernement ouvrier ! ■

Vient de paraître!



- TSI: Document de la première conférence de délégués
- Vers la Ligue trotskyste internationale!
- Nicaragua: un nouveau Cuba?

n°15-16
PRIX: 5F

COMMANDE: Le Bolchévique - B.P. 421 09
75424 PARIS Cedex 09

Unité...

Suite de la page 2

guerre mondiale et au moins en partie au Portugal" (*Le Bolchévique* n° 8, janvier 1978). Mais ce branlant échafaudage théorique des lambertistes a pour seule fonction de justifier leur ralliement au parlementarisme et à la démocratie bourgeoise.

Appelons un chat un chat. L'OCI identifie le destin de la classe ouvrière au sort du Parlement bourgeois. Ce qui n'est qu'une façon, dans des circonstances données, d'identifier le destin de la classe ouvrière au sort de la nation française. Justement, Trotsky a déjà insisté sur ce point : l'appel à l'unité qui liera les travailleurs à leurs dirigeants traîtres renvoie, en dernière analyse, à l'"union sacrée", à la défense nationale.

"L'unité' avec les sociaux-patriotes — pas une co-existence temporaire avec eux au sein de la même organisation afin de lutter contre eux, mais l'unité en tant que principe —, c'est l'unité avec son propre impérialisme, et par conséquent une rupture ouverte avec le prolétariat des autres nations. Le principe centriste de l'unité à tout prix prépare à la pire des scissions possibles, alignée sur les contradictions impérialistes. On peut déjà le voir en France avec le groupe Spartacus qui traduit en français les idées du S.A.P., et prêche, au nom de l'unité', la capitulation politique devant Blum, lequel était, et est encore, le principal agent de l'impérialisme français au sein de la classe ouvrière."

— "L'I.L.P. et la IVe Internationale", Trotsky, *Oeuvres*, tome 6

Parlementarisme contre intervention communiste dans les syndicats

Le rôle d'agent électoral favori du PS a des conséquences immédiates. Ainsi, le problème vital, selon l'OCI et la LCI, de l'unité PC-PS pour chasser ce gouvernement et cette Assemblée nationale étant "directement politique", l'OCI manifeste le plus profond mépris et désintérêt à l'égard du syndicat :

"Mais c'est la totale impuissance du syndicat à arracher les revendications sérieuses dans la conjoncture actuelle (...) qui pose avec toute son ampleur le problème de la division comme obstacle à surmonter. C'est-à-dire aujourd'hui — en ce qui est ressenti par tous — surmonter avant tout la division PS-PCF. C'est ainsi que le levier pour le déclenchement des luttes se déplace pour le moment sur l'action directement politique mettant directement au centre le problème de l'unité du PCF et du PS."

— Bulletin intérieur préparatoire au XXIVe Congrès

En tant que tels, les syndicats ne peuvent évidemment pas élaborer de programme révolutionnaire permettant de défendre les intérêts du prolétariat. Pour que les syndicats soient "consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne", les révolutionnaires doivent se battre pour la direction dans les syndicats sur "le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IVe Internationale [1938] (qui) est non seulement le programme d'activité du parti mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale" (Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*). Hors de la direction et du programme trotskystes, ils ne peuvent que devenir des "structures secondaires du capitalisme impérialiste". Il est donc criminel comme le fait l'OCI de laisser à eux-mêmes, c'est-à-dire aux bureaucrates, les syndicats qui regroupent les couches les plus avancées du prolétariat. L'OCI, au nom de cette conception réformiste traditionnelle d'une division du travail entre syndicats (lutte économique) et partis (lutte politique réduite à l'activité parlementaire) rejette tout travail pour prendre la direction du syndicat. "Notre bataille est une bataille politique que nous ne faisons pas prendre en charge par les organisations syndicales" ("Interview de Lambert", *Rouge* n°861, 6-12 avril 1979).

Lambert a parfaitement raison de reconnaître que sa "bataille politique" pour l'unité PS-PC afin de chasser Giscard-Barre et leur Assemblée nationale s'oppose à toute intervention dans les syndicats. C'est aussi ce qu'exprime, à sa façon, la direction lambertiste de la LCI dans un bulletin intérieur : "L'obstacle le plus important à faire signer la lettre ouverte réside dans la difficulté à rompre avec ce cours syndicaliste." Il n'y a pas de danger que l'OCI ait ce genre de "déviation syndicaliste"; bien décidée à laisser ses amis Bergeron et Henry dormir sur leurs deux oreilles, elle prône l'indépendance du syndicat envers le parti, ayant y compris renoncé aux 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste de Lénine, faisant obligation à ses sections nationales de constituer des noyaux communistes dans les syndicats afin de les conquérir au communisme et de lutter contre les sociaux-patriotes (les 21 conditions furent établies pour scissionner le mouvement ouvrier entre les travailleurs révolutionnaires et les bureaucrates réformistes).

"Les relations entre le parti et la classe ouvrière trouvent avant tout leur expression dans l'attitude du parti envers les syndicats. Cette simple façon de poser la question nous montre déjà à quel point est fautive, anti-révolutionnaire et dangereuse la théorie de la soi-disant 'neutralité', de la pleine 'indépendance' des syndicats envers le parti, etc. Si les syndicats sont, par leur tendance même, une organisation de la classe ouvrière dans son ensemble, comment cette classe ouvrière peut-elle garder une neutralité par rapport au parti ou bien en être 'indépendante' ? Cela équivaudrait à une neutralité, c'est-à-dire à une totale indifférence, envers la révolution elle-même ! (...) un communiste qui nie les problèmes et les devoirs du parti communiste à l'égard des syndicats, n'est pas communiste."

— "Nouvelle étape", 1921, Trotsky, *Le mouvement communiste en France*

Tournant le dos aux syndicats, l'OCI et son acolyte, la LCI, créent leurs propres structures "de masse", les comités d'initiative et d'unité, en fait complètement extérieurs aux entreprises et que tout travailleur sait être, pour les avoir vus à l'oeuvre, des éphémères comités croupions et bureaucratiques.

Les militants qui ont rejoint la LCI, écœurés, entre autres, par les capitulations de la LCR devant les bureaucrates syndicaux, ne peuvent trouver du côté de l'OCI que des gadgets du genre pétition ou comité machin, mais pas la moindre réponse à leurs impulsions de lutte pour une intervention communiste dans les syndicats. Pour eux le choix est : le parlementarisme de l'OCI et ses gadgets dérisoires et, en conséquence, la désertion "théorisée" des syndicats ou une orientation trotskyste pour des fractions communistes basées sur le Programme de Transition, unique garantie de luttes ouvrières victorieuses, orientation que seules défendent la TSI et la LTF.

Parlementarisme contre grèves

La fébrile agitation pétitionnaire déployée par les pseudo-trotskystes est supposée déclencher, au travers de l'unité PS-PC, la grève générale. Leur appel à la grève générale ne manque pas seulement de sérieux, il est à la fois opportuniste et aventuriste; ils conçoivent la grève générale comme une simple action de protestation, alors qu'en réalité elle pose toujours la question du double pouvoir et pour cette raison exige un examen scrupuleux des circonstances concrètes. Si la situation nécessite que les révolutionnaires développent une propagande, entre autres, sur le besoin de préparer la grève générale contre la politique d'austérité de la bourgeoisie, le niveau actuel de mobilisation ouvrière ne pose pas un appel immédiat et agitatoire à la grève générale. L'agitation de la LCR et de l'OCI/LCI sur ce mot d'ordre n'est que de la phraséologie irresponsable, non seulement qui déconsidère aux yeux des travailleurs la grève générale, mais en plus qui, tout en camouflant l'opportunisme de leur politique, leur évite de préparer concrètement la grève générale. En fait, toute leur politique va contre la grève générale. Ainsi, dans la pratique, la LCR défend, comme dans la récente grève des instituteurs, les grèves reconductibles, adaptation aux bureaucrates "combatifs" et/ou acculés par une forte mobilisation qui trouvent ainsi un moyen de ne pas appeler à la grève générale et de remettre chaque jour en question la grève sous prétexte de démocratie ouvrière.

Quant à l'OCI et à la LCI, elles prennent si peu au sérieux leur appel à la grève générale qu'elles ont "oublié" de même la mentionner dans leur "Lettre ouverte", objet de leur campagne centrale de plusieurs mois, ainsi que dans leur dernière pétition. A chaque fois que s'est posée concrètement la possibilité de généraliser des grèves, l'OCI l'a sabordée.

Ainsi, le 23 mars 1979, la CGT organisa une marche sur Paris pour tenter de canaliser une forte combativité des sidérurgistes. La place des révolutionnaires n'était pas à l'écart; du fait de la combativité, il fallait chercher à transformer — contre les bureaucrates — leur initiative en une marche lutte de classe qui aurait pu avoir un impact favorable pour une mobilisation de toute la classe ouvrière contre l'austérité. Mais pour l'OCI/LCI, en aucun cas il ne faut s'appuyer sur les initiatives des appareils afin de généraliser le combat. Ce principe sectaire a conduit l'OCI à ne strictement rien faire pour ce 23 mars (ainsi évidemment que pour le 13 mai dernier) alors que des dizaines de milliers de travailleurs étaient mobilisés, les laissant sans autre perspective que celle des bureaucrates. Cette passivité sectaire n'a rien à voir avec une attitude intransigeante à l'égard des directions traîtres; elle n'est au contraire qu'une autre façon pour les lambertistes de ne pas avoir à les affronter.

De même pendant la grève des cheminots de Sotteville (Cf. *Le Bolchévique* n° 15), l'OCI et la LCI, ainsi que la LCR, bien que faisant partie de la direction de la grève, n'ont pas lutté pour étendre la grève à tout le réseau ouest qui aurait pu signifier le déclenchement d'une grève nationale de la SNCF. Une telle perspective, qui ne peut que rencontrer l'opposition des bureaucrates, n'est réalisable que si, dans le syndicat et dans la grève, on a la volonté de balayer les

bureaucrates. Or, non seulement l'OCI/LCI ne luttent pas contre les bureaucrates dans les syndicats, mais en plus ils ont offert environ la moitié des places du comité de grève aux bureaucrates syndicaux; ils leur ont donné ainsi les moyens de démobiliser les travailleurs et de casser la grève.

Toute grève représente — dans la vision lambertiste — un recul puisqu'en concentrant les travailleurs sur leurs problèmes revendicatifs immédiats, elle les détourne de ce qui serait la clef de la situation. *L'OCI vit en fait des défaites des grèves*: comment en effet expliquer avec une grève revendicative victorieuse que c'est à tel ministère ou à l'Assemblée nationale que "ça se décide"? Pendant une grève, l'OCI et la LCI cherchent principalement à canaliser l'énergie des travailleurs en lutte vers le Palais Bourbon ou, à défaut, le ministère concerné.

Par exemple, le tract national d'appel au rassemblement des cheminots donnait comme objectif à la grève du 12 janvier : le ministère des Transports.

"Nous sommes appelés à faire grève le 12 janvier (...). De quoi s'agit-il? S'il s'agit de la grève générale, alors décidons tous ensemble dans l'unité de manifester chez Le Theule!"

Lors des récentes mobilisations aux Antilles, elles n'ont appelé ni à la grève générale, ni à l'indépendance des Antilles; pour toute perspective les travailleurs antillais ont dû se contenter de "l'unité des organisations"... pour manifester chez Dijoud, le secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'outre-mer! A la nage peut-être?!

La vision de l'OCI de la grève générale n'est même pas celle des syndicalistes d'avant la première guerre mondiale; c'est celle de l'aile droite de la social-démocratie. Edouard Bernstein était après tout pour une grève générale afin d'obtenir certains droits démocratiques bourgeois, tant qu'elle restait sous le strict contrôle du SPD et des états-majors syndicaux! Si l'opposition de Rosa Luxemburg à cette version réformiste de la grève générale était entachée d'un certain spontanéisme, elle a au moins vu que les raisons invoquées par les dirigeants du SPD pour une grève générale orchestrée bureaucratiquement étaient inextricablement liées à leur haine pour toute combativité dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière. Il en est de même pour l'OCI que pour Bernstein — les briseurs de grève d'aujourd'hui prétendent se battre pour la grève générale demain.

Les pétitionnaires de la LCR, de l'OCI et de la LCI savent pertinemment que leurs campagnes unitaristes ne peuvent que s'adresser aux éléments les moins conscients du prolétariat. Ce que recherchent les travailleurs les plus conscients, ce n'est pas l'unité du PC et du PS — dont beaucoup ont compris au travers de leur expérience le caractère traître des directions —, mais un programme et un parti défendant les intérêts de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. ■

Détente...

Suite de la page 5

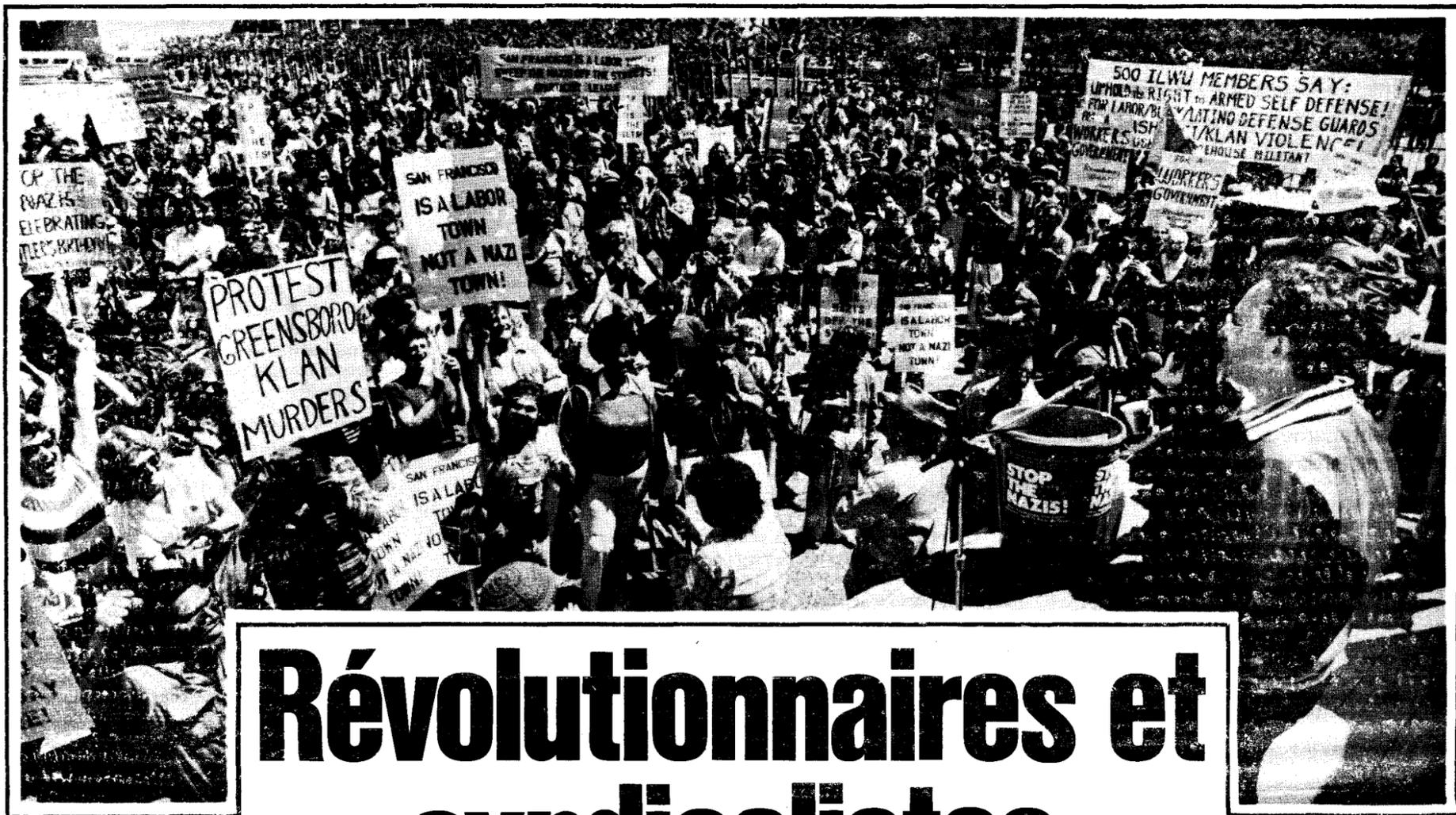
faite au Vietnam, de ses répercussions économiques internationales, de ses répercussions militaires stratégiques, et de ses répercussions politiques intérieures.

L'intérêt de la bourgeoisie d'Europe de l'Ouest à relâcher la polarisation de la guerre froide était plus stratégique et à plus long terme. En particulier, comme l'URSS était sur le point d'atteindre une puissance égale à celle des Etats-Unis sur le plan de l'armement stratégique nucléaire, les dirigeants d'Europe de l'Ouest n'avaient aucune envie d'être entraînés dans un conflit militaire avec l'Union soviétique à cause des ambitions et des prétentions mondiales de l'Amérique. La réaction typique de l'Allemagne de l'Ouest aux préparatifs de guerre de Carter autour de l'Afghanistan est parfaitement exprimée par le slogan : Berlin est plus important que Kaboul! Pour les dirigeants de l'Etat impérialiste d'Allemagne de l'Ouest, la détente a en plus le but de fournir un climat favorable à un éventuel rachat de la Prusse et de la Saxe à la bureaucratie soviétique.

Les sociaux-démocrates exploitent le sentiment national du prolétariat allemand pour le compte de l'irréductible impérialisme, quel qu'en soit le masque diplomatique. Leur baratin sur la réunification de la nation allemande est au service d'un programme de contre-révolution — le renversement des formes de propriété collectives en RDA. Comme nous l'avons vu, Staline lui-même en a offert autant dans sa proposition de 1952 d'une Allemagne réunifiée, neutre et capitaliste. En tant que trotskystes, nous sommes au contraire les défenseurs inconditionnels de ces conquêtes historiques et nous appelons à une réunification révolutionnaire de l'Allemagne par la révolution socialiste contre le capitalisme et l'impérialisme et par la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne.

Traduit de Workers Vanguard n°253

1.200 manifestants à San Francisco



Révolutionnaires et syndicalistes arrêtent les nazis

Aux Etats-Unis, les groupes qui répandent la terreur fasciste, comme le Ku Klux Klan, sont en train de se développer ; ils s'enhardissent à appliquer leur politique meurtrière de haine raciale au fur et à mesure que le climat politique évolue vers la droite dans l'Amérique de Jimmy Carter. L'Anti-Defamation League (une organisation juive pour les droits civiques généralement respectée) estime que le Klan et les nazis comptent dix mille membres aux Etats-Unis, et que le nombre de leurs sympathisants a triplé pour atteindre près de cent mille (*New York Times*, 11 novembre 1979). En novembre dernier, les nervis du Klan et les nazis ont abattu cinq manifestants anti-fascistes — dont des militants et des organisateurs syndicaux — à Greensboro en Caroline du Nord. En mai 1979, des manifestants noirs ont été abattus par des tueurs en cagoule à Decatur dans l'Alabama. Le 19 avril, quatre femmes ont été blessées lorsqu'une bande du Ku Klux Klan fit feu sur un groupe de Noirs à Chattanooga, dans le Tennessee.

Mais lorsque les nazis en Californie ont annoncé qu'ils entendaient "célébrer" l'anniversaire d'Hitler en manifestant à San Francisco, ils ont été arrêtés net par une mobilisation de masse de révolutionnaires, de syndicalistes et des minorités. Répondant à un appel du Comité du 19 avril contre les nazis (ANCAN), 1.200 manifestants se rassemblèrent pour empêcher ces adorateurs d'Hitler de fêter la torture et le génocide du Troisième Reich.

Parmi ceux qui ont soutenu la manifestation, on trouve les avocats bien connus Charles Garry, William Kunstler et Conrad Lynn, Thomas Gleason, président confédéral du syndicat des dockers (ILA), et en France Rigal, Daniel Guérin et Marcel Beaufrère. Des représentants de 22 syndicats ont soutenu la manifestation ou y ont pris part ; beaucoup ont envoyé des porte-parole. Un cortège officiel de 50 employés du téléphone défilant derrière la banderole syndicale du CWA, représentant les sections locales 9410 de San

Francisco et 9415 d'Oakland, est venu rejoindre la manifestation. La région de San Francisco a un taux élevé de syndicalisation. Théâtre de deux grèves générales de toute la ville dans les années 30, San Francisco est une ville syndicale. C'est l'une des rares villes aux Etats-Unis où la chasse aux sorcières de la guerre froide n'a pas réussi à éliminer tous les militants politiques des syndicats. De nombreuses banderoles à la manifestation proclamaient : "San Francisco est une ville ouvrière, pas une ville nazie".

Cette manifestation était l'une des plus importantes à avoir lieu dans la région de San Francisco ces derniers temps. C'était aussi la première fois, depuis littéralement des dizaines d'années, que des révolutionnaires et des organisations syndicales se sont retrouvés côte à côte dans une manifestation politique commune.

A midi samedi, le parvis de l'Hôtel de Ville était vide, non pas parce que la police ou le conseil municipal avaient annulé leur autorisation de manifester mais parce que les nazis avaient eu la trouille : une foule de près de 1.200 personnes occupait l'endroit où ils avaient prévu leur provocation. Et derrière ces 1.200 personnes, il y avait la force du mouvement syndical organisé. S'il n'y avait pas plus de monde — la police prévoyait 5.000 personnes — c'est que le soutien suscité pour le rassemblement de l'ANCAN avait fait bouler de neige, ce qui avait effrayé

les fans d'Hitler et leurs protecteurs en uniforme qui amulèrent aussitôt leur manifestation raciste. Comme le firent remarquer plusieurs dirigeants syndicaux de la région de San Francisco, les fascistes auraient reçu une belle râclée s'ils s'étaient montrés. "L'anniversaire d'Hitler n'est pas un jour de fête ici" disaient certaines pancartes et la foule était prête à le démontrer. Pas question de droit d'expression pour les tueurs fascistes !

"Ce rassemblement est une victoire", déclara Bob Mandel, un des organisateurs de l'ANCAN, également membre du comité exécutif général du local 6 de l'ILWU. "Il n'y a pas de nazis ici — ils ont eu

Suite page 10

The great Jew democracy enforces your right to:
blow dope,
turn queer,
marry a nigger,
kill the unborn and anything else to destroy America.
Some people may be sick enough to accept it... BUT NOT US.
We prefer bold revolution!
Smash it! And replace it with a healthy white workers order

Notice! Notice! Rally! Rally!
See and hear Allen Lee Vincent at City Hall
Saturday, April 19
National Socialist White Worker
"Tomorrow belongs to us"

STOP THE NAZIS!
Mass Mobilization, Civic Center,
Saturday, April 19 11 a.m. Be There!

APRIL 19 COMMITTEE AGAINST NAZIS

Tract nazi : un flot immonde de haine raciste

Appel de l'ANCAN : Arrêtons les nazis !